

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

MERCREDI

3

MARS

1976

N° 125

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

CHINE RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE



坚决粉碎右倾复辟势力的进攻

«Pourquoi des responsables, critiqués pendant la Révolution culturelle et qui avaient juré de ne jamais en remettre en cause les conclusions fomentent-ils, une fois revenus à leur poste de travail, un vent déviationniste de droite... et refusent-ils même de corriger leurs fautes ? Pourquoi ces responsables ont-ils nié l'existence et la lutte des classes et se sont-ils opposés à ce que la lutte des classes soit prise comme axe ?... De tels personnages sont minoritaires, la vérité n'est pas entre leurs mains et les masses ne sont pas de leur côté.»

Voilà ce que publient, en première page, tous les quotidiens de Pékin.

La propagande bourgeoise et révisionniste laisse entendre qu'il s'agit, en Chine, de luttes de cliques, entre politiciens disposant de pouvoirs absolus, pour s'emparer de la succession des dirigeants

historiques de la Révolution Chinoise, à présent disparus ou très âgés. Les masses restant à l'écart de ces hautes sphères.

Dans les faits, ce que nous voyons, c'est que les communistes chinois ne dissimulent nullement la lutte qui se mène, au sein du Parti, entre la voie prolétarienne de renforcement du pouvoir de la classe ouvrière et la voie bourgeoise, révisionniste, de régression et de retour au capitalisme. Ils ne dissimulent nullement que de hauts responsables du Parti et de l'Etat se sont dangereusement engagés sur cette voie révisionniste.

Au contraire, ils appellent le plus largement les masses à s'emparer de cette question décisive, à intervenir activement dans les usines, dans les campagnes, pour critiquer et balayer tout ce qui, dans le Parti et dans l'Etat, tend à les désaisir de leur pou-

voir, pour renforcer leur pouvoir dans tous les domaines.

Car le pouvoir est aux mains des larges masses, ce sont elles qui en définitive en décident.

Cela n'a rien à voir avec «la démocratie» télévisée où nous avons seulement droit à l'exploitation, à la répression et... à assister en spectateurs aux querelles entre politiciens de gauche et de droite.

La vérité c'est que la Chine nous montre, plus que jamais aujourd'hui, l'exemple enthousiasmant de ce qu'est la démocratie prolétarienne, de ce qu'elle pourra être, dans la France socialiste, avec le pouvoir des ouvriers et des paysans : le renforcement ininterrompu du pouvoir et de la conscience politiques de la classe ouvrière et des larges masses.

G.F.

Le débat Mitterrand-Fourcade

LA DEMOCRATIE TELEVISEE

Voir article page 6

INCULPATION DE HECQUET, directeur général des Houillères du bassin Nord, Pas-de-Calais

Le juge d'instruction Charette (de Béthune) a inculpé le Directeur Général des Houillères pour deux «accidents» dus à des fuites de gaz qui avaient causé, en 1974, quatre morts à Vermelles et un à Vendin-le-Vieil.

Ce gaz était amené de Mazingarbe dans les foyers de la région.

VIERZY un procès révol- tant

Voir page 5

palestine

Aujourd'hui sortie du film
«L'Olivier»



DEMAIN, INTERVIEW DE
ABOU AYAD, MEMBRE
DU COMITÉ CENTRAL
DU FATH

SOMMAIRE

- Questions actuelles sur le Moyen-Orient -p.2-
- Affaire du Thélème : Zemmour jugé à huis clos. -p.3-
- Griffet : le libéralisme giscardien à l'œuvre. -p.4-
- Les sondages, une nouvelle forme de gouvernement -p.6-
- Semaine d'action dans la fonction publique -p.7-
- La vie du Parti -p.8-
- Feuilleton : Etoile Rouge sur la Chine. -p.11-
- Espagne : rencontre Berlinguer-Brejnev. -p.12-

REPORTAGE

QUESTIONS ACTUELLES SUR LE MOYEN ORIENT

ORAGE AU LIBAN, TEMPETE SUR LA REGION

Yomna el Khalil

DEMAIN
Abou Ayad, membre du
Comité Central du Fath,
parle.

Beyrouth est calme. Ou à peu près. Dans le centre de la ville, les blindés de l'armée libanaise sont en position : les soldats fouillent les gens à l'entrée des grands bâtiments publics, comme la poste... Mais Beyrouth est en quelque sorte, au moins provisoirement, installée dans une partition de fait. Le passage des zones chrétiennes aux zones musulmanes est, en principe, libre. Mais personne, ou presque, n'en profite : aussi efficace que des barrages, la peur s'est installée : ceux qui ont un travail «de l'autre côté» n'osent pas s'y rendre.



La Quarantine : les phalangistes et leurs alliés ont chassé la population et détruit leur quartier

Les habitants du quartier de la Quarantine n'ont pas rejoint leurs maisons détruites, toujours entre les mains des forces de droite. Au bord de la mer, dans des abris en planches que les gens utilisent l'été pour passer la journée à la plage, et qu'on appelle ici des «chalets», ils se trouvent entassés à plusieurs familles par «pièces» : les milices réactionnaires s'opposent toujours à leur retour.

Damour et Jiyeh, bourgs habités autrefois par des

chrétiens, offrent un spectacle de désolation. Mais à Jiyeh, avec le soutien de la Résistance Palestinienne et d'organisations patriotiques libanaises, un comité populaire s'est formé. Petit à petit, les gens reviennent. Un travail d'explication est fait, sur la raison des combats, sur les erreurs qui ont été commises aussi. On m'a dit que ce travail allait bientôt commencer également à Damour : c'est de cette façon, surtout, que s'engage, dans la pratique, une réelle lutte contre la «partition de fait».

3

Et la Syrie ?

Au premier abord, la présence de la Syrie ne se fait pas pesante. Les forces de la Saika, organisation liée à la Syrie au sein de l'organisation de la Palestine, ne se distinguent pas immédiatement des autres forces de la Résistance. Mais des bruits circulent à son sujet. D'une façon générale, la question de la Syrie est au détour de nombreuses conversations.

Certains Libanais perçoivent son rôle comme une occupation. Des hésitants qui ont à certains moments penché en faveur de la Résistance Palestinienne, en viennent même à lui reprocher cette «occupation», dont ils lui attribuent la responsabilité.

D'un autre côté, parmi les Libanais les plus attachés à la cause palestinienne, dans les rangs mêmes de la Résistance, des questions se posent sur le rôle que la Syrie joue ici : ne cherche-t-elle pas à contrôler l'Organisation de Libération de la Palestine ? Y

est-elle ou non parvenue dans une certaine mesure ? A cette tentative supposée, une riposte est envisagée : le resserrement des liens entre la Résistance et les masses libanaises, l'organisation de ces comités de quartier par exemple.

1 Pour les Libanais : s'organiser

Pendant les événements, des comités populaires se sont formés dans les quartiers. Mais il y a différentes sortes de comités. Certains ont été créés par des organisations politiques traditionnelles, ceux-là ont cessé leur travail. Mais des comités continuent à fonctionner. Issus de la situation, ils ne sont liés à aucune organisation

politique : la question importante pour eux, c'est le soutien de la population du quartier à la Révolution Palestinienne : le comité de Tarik al Jadid, qui a travaillé pendant tous les événements, continue aujourd'hui. Il part du principe qu'il faut que les habitants du quartier sachent résoudre eux-mêmes leurs propres problèmes, qu'il ne

faut pas compter sur l'Etat, ni sur une organisation politique.

Cette organisation des masses a permis, aux heures les plus difficiles, de résoudre les problèmes de base tels que le ravitaillement, la propreté, la lutte contre les épidémies.

4

Mutation au Moyen-Orient

De fait, toute une série de facteurs changent aujourd'hui dans la situation politique : c'est une nouvelle réalité qui se crée par de multiples changements partiels. Il y a d'abord, bien sûr, les nouveaux rapports de forces au Liban après les derniers événements. Question importante pour l'avenir de la Résistance, dont ce pays constitue la principale base arrière.

Il y a, d'autre part, le rapprochement syro-jordanien : il a atteint récemment une nouvelle étape, avec la réunion à Amman des premiers ministres des deux pays, qui ont décidé, entre autres mesures, d'établir des représentations diplomatiques communes à l'étranger.

Ce rapprochement se produit justement au moment où le roi Hussein de Jordanie vient de remettre à l'ordre du jour ses prétentions sur la Cisjordanie. Depuis le sommet arabe de Rabat, en 1974, ces revendications avaient en principe été enterrées par la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien. Le silence de la Syrie sur cette question pose un problème sur l'attitude qu'elle adoptera à l'avenir.

Cependant, le renouvellement ou non du mandat des forces de l'ONU sur le Golan, territoire syrien occupé par Israël, doit bientôt se poser ; et le président des Etats Unis devrait en principe se rendre au Moyen-Orient au mois d'avril.

De nouvelles tentatives de règlement pourraient se faire jour, du côté américain surtout aujourd'hui. Mais la menace que l'URSS tente de refaire le terrain perdu dans la région persiste.

5 Questions brûlantes...

Comme on le voit, de nombreuses questions se posent aujourd'hui en termes nouveaux à la Résistance Palestinienne : celle de son unité, des rapports avec les masses libanaises, des rapports avec les pays arabes, de son attitude face aux tentatives de règlement qui pourraient, d'un côté ou d'un autre, essayer de l'englober dans une solution impliquant une reconnaissance de l'Etat sioniste.

Cependant, depuis maintenant des mois, des luttes de masse sans précédent se développent contre l'occupant en Palestine même. La motion de l'ONU condamnant le sionisme, le projet «d'administration locale» avancé par Israël, la poursuite de l'implantation de colonies sionistes, dernièrement même le veto américain au Conseil de Sécurité de l'ONU, contestant toute représentativité à l'OLP, les tentatives de mainmise du roi de Jordanie, ont provoqué en Palestine occupée des réactions extrêmement importantes. Cette mobilisation peut constituer, dans l'avenir, une base nouvelle pour le développement de la lutte armée.

C'est à ces questions brûlantes de l'heure que nous, avons demandé aux organisations de la Résistance Palestinienne quelle réponse elles apportaient.



Manifestation de la population libanaise : pour l'unité nationale, contre le sionisme

2 Pour les Palestiniens : poursuivre la lutte

De nombreuses usines ont été détruites, plusieurs magasins, des supermarchés... Pendant neuf mois, beaucoup n'ont pas travaillé, ils ont à peine touché leur salaire. Les syndicats libanais exigent que les travailleurs libanais touchent leur salaire de ces neuf mois et l'Union Générale des Travailleurs Pa-

lestiniens leur a demandé que les mêmes mesures soient avancées pour les travailleurs palestiniens. D'autres problèmes se posent en effet pour la plupart combattants, s'ils n'ont pas de travail au Liban, ils devront en chercher ailleurs, dégarner les rangs des Fedayin. Pour résoudre cette question, l'Union se propose

de créer des coopératives dans les camps. Aussi parce que la situation au Liban est très changeante, et qu'il se peut que les combats reprennent, il est nécessaire que les travailleurs palestiniens s'organisent et comptent sur eux-mêmes pour garder leur possibilité de lutte.

SELIM, Libanais juif de Wadi Abou-Jalil

Je l'ai rencontré à l'hôpital de l'Université Américaine. Il m'a parlé de ce qui lui était arrivé et de ce qu'il ressentait. Il a été blessé gravement par une roquette qui est tombée sur sa maison. Les combattants du Fath et des Mourabitoun l'ont transporté, dans une ambulance, jusqu'à l'hôpital. Là, ce sont des médecins palestiniens qui se sont occupés de lui. Dans son entourage, personne ne croyait qu'il allait s'en sortir, mais la persévérance des médecins l'a sauvé.

Aujourd'hui encore, plusieurs cadres et militants du Fath viennent le visiter. Pour lui, l'essentiel à présent, c'est de faire comprendre aux gens du quartier qu'ils sont trompés à propos des Palestiniens, qu'ils ont été manipulés par la propagande, qu'il faut se mettre à leurs côtés pour la lutte contre leur ennemi commun : le sionisme.

Il raconte : «J'habitais avec ma famille, mon père et ma mère handicapée. Au mois de novembre, pendant des jours, les phalanges ont fait le blocus du quartier. Les vivres même ne passaient plus, les gens avaient faim. Personne ne faisait rien, bien que tous aient été au courant de notre situation. Seuls, l'OLP, Yasser Arafat, nous envoyaient de quoi nous nourrir. Depuis, les forces du Fath et des Mourabitoun sont dans le quartier.

Un soir, alors que nous étions couchés, une roquette envoyée par les phalanges est tombée sur la maison.

Aujourd'hui, à admirer la Résistance, il la trouve «formidable» : «Je crois en Dieu et c'est lui qui jugera leurs bonnes actions. Il faut vraiment que les autres, dans le quartier, se rendent compte, sachent qu'ils sont trompés.»

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Affaire du Thélème

ZEMMOUR JUGÉ A HUIS CLOS

Lundi, l'affaire d'Edgar Zemmour revenait devant la 14^e Chambre Correctionnelle.

Il est accusé d'avoir enlevé, séquestré et torturé un certain Victor Cervera, propriétaire d'un hôtel d'un genre particulier.

Ce procès est l'épilogue de «l'affaire du Thélème» où deux gangsters avaient été abattus par la brigade anti-gang et cinq autres gravement blessés.

JUGEMENT A HUIS CLOS !

Pour éviter que les déclarations de l'inculpé ne nuisent à l'ordre public, dit-on officiellement. Que cache cette formule vague ? Ne parle-t-on pas de procès-verbal d'instruction où trois lignes auraient été supprimées ? Zemmour ne risque-t-il pas de faire des révélations intéressantes, expliquant pourquoi, pendant des années, il a été un truand bien tranquille que la police semblait ignorer ? Ne va-t-il pas donner les noms des gens qui le protégeaient jusqu'à la fusillade du Thélème ? On parle de personnalités politiques de la majorité...

QUI EST DONC EDGAR ZEMMOUR ?

Lui et son frère, tué dans la fusillade du Thélème, appartenaient au gang des «pieds noirs». Ils s'étaient taillés un véritable empire dans Paris, donnant tout à la fois dans le racket de plusieurs centaines de boîtes et hôtels louches, dans le proxénétisme et dans la drogue. Ils étaient plus ou moins directement mêlés au tiercé truqué «Bride Abattues».

A la suite d'un trafic de drogue, ils se sont retrouvés au centre d'un règlement de compte qui les a opposés à d'autres truands et qui, en mars 75, avait déjà fait trente morts !

Les activités des frères Zemmour étaient fort bien connues de la police ; mais, mis à part un interrogatoire de quelques heures en no-

vembre 72, ils agissaient en toute impunité. Ils appartenaient à cette catégorie de truands «officieux» qui collaborent avec certaines polices



parallèles et certains services secrets. La fusillade du Thélème a mis fin à leurs activités.

L'AFFAIRE DU THELEME

Le but de la fusillade du Thélème n'était pas d'arrêter les frères Zemmour mais bien de s'en débarrasser physiquement par une opération montée de toutes pièces par la brigade anti-gang. Le règlement de compte entre gangs rivaux que la brigade aurait voulu éviter n'était qu'un prétexte ! Les frères Zemmour avaient été prévenus qu'une bande rivale les attendait au Thélème, mais en fait de bande rivale, c'est l'assaut de la brigade anti-gang qu'ils ont subi. C'est elle qui est passée à l'attaque la première pour

ne laisser aucune chance aux Zemmour. Pour cautionner la thèse de la bande rivale, des truands ont été arrêtés dans le bar en face, puis relâchés quelques jours après, sans publicité !

Si la brigade anti-gang s'en prenait aux Zemmour, c'est, qu'après avoir été utilisés pendant fort longtemps, ils représentaient un danger et qu'il fallait non les arrêter, parce qu'ils auraient toujours

pu parler, mais s'en débarrasser.

La fusillade du Thélème a été un demi-échec, Edgar Zemmour est toujours vivant. Pour se débarrasser de lui, on l'inculpe et on l'envoie en prison. Aujourd'hui, ses déclarations sont toujours aussi dangereuses pour le pouvoir, c'est pourquoi il est jugé à huis-clos.

Denise SEGALAT

UNE GRIPPE PROVIDENTIELLE

Kenneth Rush l'ambassadeur US en France a annulé la visite qu'il devait rendre vendredi à Marseille où il devait rencontrer Gaston Deferre. Le maire de Marseille s'était indigné de «l'intrusion absolument intolérable» de l'ambassadeur US dans les affaires intérieures de la France. L'ambassadeur lui avait demandé que le PS n'aïlle pas trop loin avec le PCF. L'ambassadeur US indique que M. Rush est grippé, une grippe providentielle !

L'AGENT TRANSMISSIBLE DE LA SCLÉROSE EN PLAQUES ISOLE ?

Deux équipes de chercheurs américains viennent d'annoncer séparément qu'elles pensaient avoir découvert un agent transmissible chez des sclérosés en plaques. Il reste à savoir si l'agent transmissible découvert est bien responsable de la sclérose en plaques. Par le passé, des scientifiques avaient déjà découvert un virus qu'ils pensaient être celui de la sclérose en plaques, cela devait s'avérer faux par la suite.

En bref

La route du Mont-blanc barrée

Soixante-cinq camions de la société Stouff International ont coupé lundi et mardi la route Blanche Charnonix Le Fayet, interdisant aux poids lourds l'entrée du tunnel du Mont-Blanc.

Ils protestaient de la sorte contre le licenciement des 250 travailleurs de l'entreprise. La société Stouff connaissait depuis deux ans de graves difficultés financières, le nombre de véhicules avait été ramené de 440 à 200. Dans l'impossibilité de payer les 15 000 F que l'Automobile Club réclamait pour délivrer les carnets de passage de douane qui permettent aux camions de passer la frontière, l'entreprise avait décidé de fermer.

Avant obtenu l'assurance qu'ils ne seraient pas licenciés, les camionneurs ont levé leur barrage.

En Savoie, aussi, les ouvriers de la société des autoroutes alpines ont bloqué la Nationale 6 avec des engins pour obtenir la satisfaction de leurs revendications salariales.

Strasbourg

Le 25 février, une réunion-débat organisée par l'Amicale des Algériens en Europe était interdite par arrêté préfectoral. Les organisations soussignées dénoncent cette interdiction et exigent le droit à la parole pour le peuple sahraoui en lutte, elles se déclarent solidaires du peuple sahraoui en lutte sous la direction de son représentant légitime, le Front Polisario et soutiennent son combat pour l'autodétermination et la reconnaissance de la République Arabe Démocratique Sahraouie. C'est pour cela que nous appelons à un meeting de protestation contre l'interdiction du meeting du 25 février et de soutien au peuple sahraoui, le vendredi 5 mars, à 20 h 30, salle de la Bourse. Avec projection d'un film sur le Sahara Occidental «Indépendance ou génocide», suivi d'un débat.

Signataires : le Comité de Solidarité avec les Peuples d'Espagne - le Comité Chili - le Comité Oman - L'union Générale des Étudiants Tunisiens (UGET) - Union Générale des Étudiants Turcs - Mouvement des Travailleurs Arabes - Mouvement Communiste d'Espagne - École Emancipée - O.C.-G.O.P. - PSU - PCR (ml) - LCR - H.R.-Combat Proletarien.

Des piqûres d'hormones à Marseille

A la suite de la plainte déposée en octobre par la mère d'un jeune de 16 ans, à qui avaient été données des hormones pour le «féminiser», le docteur Elise Salem a été inculpée pour «administration volontaire de substances nuisibles à la santé».

Elle risque cinq à dix ans de prison.

SPORTS

Dynamo Kiev-St Étienne : la fièvre de la Coupe d'Europe et le football

Et voici la Coupe d'Europe !

La fièvre s'est déjà emparée de St Étienne et de la France entière. Dynamo Kiev-St Étienne, c'est un des grands chocs de ces quarts de finale. On peut se poser quelques questions sur les motifs qui poussent des millions de Français à se passionner pour cette rencontre. L'amour du beau football ? Rien n'est moins sûr car tout le monde connaît assez bien l'immuable scénario des rencontres de la Coupe d'Europe : défendre à l'extérieur, attaquer à domicile, pour savoir que la beauté du jeu n'est pas toujours le premier souci des joueurs.

Ainsi à Simferopol (Crimée) puisque Kiev sera enneigée, St Étienne doit s'attendre à passer une soirée difficile, lors de ce match aller en URSS. Les Stéphanois trouveront devant eux une équipe organisée à la fois pour conserver le ballon et pour alerter dès qu'une brèche se produira : les fers de lance que sont les attaquants soviétiques Orichenko et Blokhine.

C'est pour cela que St Étienne ira à Simferopol pour limiter les dégâts et ne pas se découvrir, comme c'est la règle dans le football actuel. Et on verra sûrement, au cours de ce match, les Stéphanois passer l'essentiel de leur temps à poursuivre les joueurs soviétiques ainsi que le veut le football «moderne».

Alain DESAVE

Négociations à Bruxelles

CE QUE CACHE LA MONTAGNE DE POUDRE DE LAIT

Après les montagnes de beurre, la montagne de poudre de lait. Ce stock de plus d'un million et demi de tonnes empêche les négociations de Bruxelles. Il constitue l'obstacle sur lequel les tractations viennent buter. Les Allemands disent : cela ne peut plus durer. Il n'est plus possible d'engloutir des sommes énormes pour soutenir une production qui vient aussi inutilement s'accumuler : (En 1975, le Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles : FEOGA a dépensé plus de 6 milliards nouveaux pour soutenir l'activité laitière). Les technocrates diagnostiquent : Nous sommes devant une surproduction qui n'est pas occasionnelle ; il s'agit d'une surproduction «structurelle». En clair, cela veut dire qu'il y a actuellement trop de va-

ches laitières en Europe et qu'il est donc nécessaire de réduire leur nombre.

Les «spécialistes» et les dirigeants politiques français ne contestent pas fondamentalement ces positions. Seulement, ils ne peuvent pas tout crûment en accepter les conséquences. Car les conséquences sont claires. Quelles vaches va-t-on supprimer ? Evidemment pas celles des ateliers «modernisés» et «rentables» mais celles des petits et moyens producteurs qui ont, dit-on, des prix de revient trop élevés. Ceux justement pour lesquels le lait est le seul revenu ou le complément financier indispensable. Etouffer ainsi, à courte ou moyenne échéance, une bonne part de la petite paysannerie française est une opération que Chirac et con-

sorts ne peuvent politiquement se permettre. Ils sont coincés... Il leur faut donc marchander ; trouver une solution moyenne.

La montagne de poudre de lait va leur servir d'alibi. Ils pourront dire : «Elle existe cette montagne. Il faut en tenir compte. Il faut être raisonnable. Nous nous sommes battus pour vous défendre. Nous avons fait le maximum. Nous vous aiderons au mieux mais ne demandez pas l'impossible».

C'est vrai qu'elle existe cette montagne, mais c'est aussi vrai qu'on se garde bien de nous dire pourquoi elle existe.

En 1971, les technocrates européens ont craint que l'Europe ne manque de poudre de lait. Alors, ils ont

fortement augmenté le prix de cette poudre. Qu'ont fait les industriels qui transforment le lait ? Ils ont produit de la poudre. Autant qu'ils ont pu. Toute ne trouvait pas de débouché : qu'importe puisqu'elle était stockée et payée par les organismes communautaires ! Mieux, le fait qu'elle soit ainsi invendue leur servait d'alibi pour comprimer les prix des producteurs. Des profits bien juteux...

La montagne de poudre de lait est une illustration éclatante de l'absurde logique capitaliste (on produit n'importe quoi pourvu que ça rapporte) et une illustration cruelle de la façon dont les producteurs font les frais de cette absurdité...

J.C.D.

LUTTES OUVRIERES

GRIFFET (Marseille)

LE LIBERALISME GISCARDIEN A L'OEUVRE

Au cours du blocage de la bretelle nord de l'autoroute de Marseille, les trente à cinquante travailleurs de Griffet, lundi 1^{er} mars, s'attendaient «à ne pas être accueillis avec des fleurs, par la police», comme l'a dit le délégué CGT. Mais de l'avis de tous. «On ne s'attendait pas à une action aussi énergique, un flic n'a pas hésité à dégainer son pistolet pour menacer les trois occupants de l'une des deux grues, d'autres ont été matraqués et jetés à terre comme le délégué CFDT et plusieurs travailleurs».

Bien entendu le PC comme le PS ont sauté sur l'occasion pour se montrer les meilleurs défenseurs des Griffet. Gaston Deferre, qui n'a pas levé le petit doigt pendant un an de lutte et son poulain pour les élections cantonales, ont promis de faire pour Griffet ce que la municipalité a fait pour Titan-Coder.

Le PC de son côté, s'est manifesté avec Jeanine Porte, qui n'est pas parvenue à décider le représentant de l'inter-syndicale à venir avec elle pour protester auprès de la préfecture et Donadio qui s'est fait molesté par la police municipale au même titre que les travailleurs. Aucune manifestation de masse n'a encore été prise en main par l'inter-syndicale, ce qui est d'ailleurs étonnant mais on

peut s'attendre à une riposte des travailleurs qui ont subi «le libéralisme giscardien» s'occupant de la revalorisation du travail manuel. C'est seulement par une mobilisation de masse qu'il faut répondre aux agressions qu'ont subies les travailleurs.

SEULE LA LUTTE PAIE !

Un tract a été diffusé par l'inter-syndicale CGT, CFDT, CGC Griffet :

«Un an déjà... triste anniversaire».

Il y a un an aujourd'hui que les travailleurs (400) de Griffet sont licenciés et réduits au chômage. La curieuse réponse de Giscard aux Griffet : le jour de la fermeture a coïncidé avec la visite surprise de Giscard à Marseille... Aussi



avons-nous voulu nous rendre à la mairie avec nos grues, les forces de police curieusement au courant ont envoyé cinq cars de gardes mobiles pour nous interdire tout mouvement. Les travailleurs demandent la discussion, le pouvoir répond par la répression.

Il y a un an des solutions existaient, seulement voilà le pouvoir préfère écouter la voix du gros capital : Creusot Loire et Poquein, il voit d'un mauvais oeil la reprise de Griffet...

Et même, comble d'ironie, le pouvoir laisse s'implanter

en France des firmes étrangères telles que Grove (USA) ou Coles (Grande-Bretagne). Alors ? Que deviennent les 400 Griffet dans tous ces maquillages ?

A la rue, au chômage depuis un an et ces jours prochains, nous n'aurons plus droit à rien. (En effet, le préavis se termine à la fin du mois d'avril). Ce scandaleux anniversaire nous fait crier non ! Non à la fétairie ! Non au renoncement ! Non aux fausses promesses ! Non aux pouvoirs publics incompetents et responsables ! Non à la répression policière !

Aussi, nous manifesterons aujourd'hui, c'est notre droit, ce n'est pas pour gêner la population d'est au contraire pour demander son soutien. Puisque le pouvoir et le patronat nous ont mis au chômage, c'est à eux de nous en sortir. Nous attendons la réalisation de vos promesses, monsieur le préfet, sur vos garanties d'attente jusqu'au redémarrage. Seule la lutte paie, Griffet peut vivre ! Griffet vivra !

Travailleurs de Marseille et de France, venez discuter avec nous et nous apporter votre soutien».

Après un an de grève au «parisien Libéré»

Aujourd'hui, les grévistes du «Parisien» entament leur deuxième année de conflit. Cela ne va pas passer inaperçu car la FFTL CGT a prévu déjà les «festivités» pour rappeler le sort des ouvriers du P.L. aux oreilles de la bourgeoisie et de son protégé Amaury. Les ouvriers de la Presse Parisienne vont se rendre chez Durafour (au ministère et à Saint Etienne), avec femmes et enfants pour réclamer le maintien de la sécurité sociale et des Allocations Familiales, car après un an, les grévistes et leurs familles risquent la perte de tout remboursement médical ou chirurgical.

En bref

SNECMA :

Une première victoire !

Le Comité de Soutien aux licenciés du comité d'établissement de la SNECMA-CORBEIL communique :

«Dans notre communiqué du 23 décembre 1975, nous vous informions que 4 employés du comité, licenciés par les syndicats CGT et FO, avaient engagé la lutte pour leur réintégration».

Pour trois d'entre eux, cette lutte s'est achevée par une victoire complète. Par une ordonnance du référé du 16-1-76, le tribunal de grande instance d'Evry Corbeil a condamné les responsables du comité pour «voie de fait» précisée dans les attendus qu'il s'agissait d'une «sorte de fraude» à l'encontre des trois licenciés, et ordonné la réintégration immédiate de ceux-ci dans les fonctions qu'ils occupaient.

Ainsi s'achève près d'un mois de lutte au cours de laquelle le comité de soutien a recueilli près de 900 signatures pour sa pétition et plus de 1200F pour sa collecte.

En ce qui concerne le 4^e employé (le secrétaire administratif dont le licenciement était antérieur à celui de ses 3 camarades), il a obtenu une première réparation des prud'hommes et poursuit son action sur le plan judiciaire».

Répression antisyndicale Communiqué de la section syndicale CFDT A.G.P.

«La direction des Assurances du Groupe de Paris se signale une fois de plus par sa volonté de briser tout mouvement syndical dans l'entreprise. Après les licenciements de 3 grévistes de novembre 1975, elle vient d'effectuer des retenues sur salaires allant de 300 à 1200 francs par mois, sans préavis, à l'encontre de 10 délégués CFDT et CGT. La direction prétexte un soi-disant défraiement d'heures de délégation».

Monsieur PAGEZY, le PDG du Groupe nous a déclaré que la grève d'octobre-novembre 1975 et le rôle joué par les délégués avaient contribué à lui faire prendre ces mesures».

De plus, à la dernière réunion du Comité d'Entreprise, les délégués CFDT se sont vus donner comme réponse à leurs questions, une phrase qui résume l'état d'esprit de la direction : «Taisez-vous, vous n'avez pas le droit à la parole». Voilà où en sont les libertés syndicales aux AGP. La CFDT et les travailleurs riposteront en conséquence».

Comité de Lutte Contre le Chômage (Besançon)

DEVELOPPONS LA LIAISON OUVRIER-PAYSAN

Pendant la grève du mois de mai 1975 à l'usine Bourgeois, on entendait souvent des travailleurs dire : «Ce serait bien d'organiser des ventes sauvages avec des paysans».

contre les tutelles

La dernière réunion a été consacrée à la lutte contre les tutelles : rappelons que cette lutte s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le chômage, car plus le chômage se développe, plus les familles sont dans la misère, moins celles-ci arrivent à payer, crédits, électricité. C'est alors que la bourgeoisie met les familles en tutelle, c'est-à-dire qu'elle saisit les allocations familiales des familles concernées...

Aujourd'hui la lutte avance :

Une famille déclarera : «Pour les tutelles, notre compte était déficitaire et jamais on ne pouvait avoir d'argent. Depuis que vous avez distribué la brochure, ils nous ont retrouvé du fric (plus de 4 000 F) et ils sont venus m'en proposer : alors ? Ou était le fric avant ?»

On en viendra à discuter des actions à entreprendre pour imposer la main levée des Tutelles aux familles qui le désirent et de la popularisation à en donner.

Sur le quartier de Montrapon, l'unité se construit, l'isolement se rompt. Corr. CLCC Montrapon

Le CLCC de Montrapon a décidé alors d'organiser une vente à prix réduit de fruits et de légumes, à la sortie de l'usine.

Nous sommes partis, vers 4 H du matin, au marché de gros de Besançon où l'on a trouvé des bananes à moitié prix, les tomates à 3 F quand elles étaient à plus de 6 F aux étalages des magasins ! Et on dit que ce sont les petits paysans les responsables de la hausse !

À la sortie de l'usine, les travailleurs ont regardé avec satisfaction les caquets installés, les panneaux apportant des explications politiques sur la hausse des prix, et tous discutaient avec animation en faisant leurs achats. «C'est ce qu'il faudrait faire chaque semaine !» «Il faut faire un circuit de vente avec des petits paysans». «Le syndicat devrait faire ça et nous on peut s'y mettre aussi».

Pour annoncer la vente, nous avons fait du porte à porte avec un tract. Les gens parlaient souvent des petits paysans : «Ils ne sont pas responsables de la hausse des prix» a dit une ouvrière en retraduisant «pas plus que des salaires de misère !».

À la réunion suivante du CLCC, les jeunes qui étaient présents se sont fait écho de ce qui disaient leurs parents de la vente : «C'est bien, il faudrait en faire régulièrement». «Ca montre qu'on peut lutter contre la hausse des prix !». «Nous, on est d'accord» dit un jeune chômeur «on peut vous aider».

Pour les prochaines ventes, l'idée est apparue qu'il faudrait rencontrer des petits paysans et organiser avec eux des circuits de vente.

Le CLCC n'a pas encore mis sur pied ce circuit. Mais nous avons des contacts avec quelques paysans et nous savons que c'est possible, même si on rencontre parfois des idées fausses. Un paysan du Haut Doubs nous a dit «dans le village, ils disent que les chômeurs, c'est tous des fainéants, qui sont payés à ne rien faire». Mais dans le village il y a une seule personne au chômage qui en effet, n'a jamais cherché à travailler ! Le CLCC pourrait montrer à ces paysans ce qu'est vraiment le chômage et comment on peut construire ensemble l'Unité Populaire.

Les idées pour organiser ces ventes, elles ne manquent pas ! Des travailleurs

ont proposé de prendre contact avec des producteurs du midi des viticulteurs, par exemple. Plutôt que de jeter leur production, ils pourraient la donner au CLCC. Nous nous chargerons du transport avec l'aide de camarades routiers.

Dans la région, nous pouvons enquêter dans les villages voisins, organiser des soirées, avec des films par exemple, pour multiplier les liens entre travailleurs et paysans : en s'appuyant aussi sur les liens familiaux qui existent déjà : à Besançon beaucoup de jeunes ouvriers sont d'origine paysanne et habitent les villages à la périphérie de la ville.

Correspondant CLCC Besançon

Villefranche sur Saône : «Une pilule dure à avaler !»

Dimanche 22 février, la commission chômage de l'UL CFDT de Villefranche sur Saône est intervenue sur le marché avec panneaux tracts et mégaphone pour appeler à une réunion publique à la Bourse du Travail.

Pendant que ces militants appelaient à constituer un Comité de Lutte Contre le Chômage, le PS distribuait un tract sur les cantonales, le PCF vendait «l'Humanité Dimanches». A un moment, un militant de la CFDT a déclaré au mégaphone : «Le chômage est une maladie incurable du capitalisme, les élections cantonales n'apporteront pas de solution aux problèmes du chômage, ce n'est pas avec un cachet d'aspirine qu'on peut soigner le cancer !».

Cette explication a valu à l'UL-CFDT de recevoir une lettre de la part du PCF, section de Villefranche, demandant des explications sur cette intervention où des militants appelaient à l'abstention (ce qui est faux !), demandant à l'UL de répondre par écrit pour confirmer ou démentir une telle position...

Correspondant Villefranche sur Saône

INFORMATIONS GÉNÉRALES

4 ANS APRÈS LA CATASTROPHE

VIERZY : UN PROCES REVOLTANT!

Dans le procès de la catastrophe ferroviaire de Vierzy, les plaidoiries sont finies lundi. Vendredi dernier, le procureur avait requis des peines allant de trois mois à trois ans de prison, ainsi que des amendes. Au cours des dernières plaidoiries, celles des défenseurs des cadres SNCF inculpés, deux mots sont sans cesse revenus : « fatalité, non responsabilité ». Toutes les ressources du droit ont été utilisées pour les étayer. Il reste maintenant au tribunal de Soissons à se prononcer. Il faudra encore attendre plusieurs semaines pour cela.

Soissons - Lundi 14 H : L'audience reprend dans quelques minutes. Dans le hall, les familles des victimes attendent. Quatre ans après, la douleur, la colère restent. Une dame montre à sa voisine quelques photos : c'étaient ses petits enfants.

CHACUN SE RENVOIE LES RESPONSABILITÉS

14 H 30. Le tribunal fait son entrée. Les 4 juges sont presque cachés derrière un rang d'épais dossiers. Des rapports, des contre-rapports... dans lesquels s'est enfilé le procès. La parole est au défenseur de M. Houille, responsable des ouvrages d'art de la SNCF pour cette région. A ce titre, il n'a pas pouvoir de décision, il n'est donc pas responsable, d'après son avocat.

M. Houille a pourtant surveillé les travaux de réfections au cours desquels s'est produit l'effondrement. C'est l'occasion d'apprendre quelques faits accablants pour la direction de la SNCF : cet ingénieur, chargé de faire l'historique du tunnel, n'avait pas eu accès aux archives de la SNCF, d'où il ressortait pourtant que dès sa construction, le tunnel de Vierzy était dangereux. D'autre

part, aucun des rapports de M. Houille, concernant les dangers du tunnel n'ont été pris en considération ! Des noms de hauts responsables sont cités, ils ne sont pas au banc des accusés. *Bien plus, un rapport aurait été effectué d'après un cahier des charges de la SNCF, c'est-à-dire aurait été établi en fonction des projets de la SNCF, et non pas de la réalité.* Et ces projets étaient de désaffecter le tunnel ! C'est la politique de rentabilisation de la SNCF qui est en cause, à ce niveau, mais cela, M. Houille ne l'a pas compris, ou n'a pas voulu le dire.

C'est ensuite le défenseur de M. Bonnefemme, ingénieur responsable des travaux de réfection effectués par la Société COFRISO.

L'argument de son défenseur est différent : « Ce n'était qu'un exécutant, les ingénieurs SNCF étaient aussi sur place ». Et pourtant certains experts ont écrit que ces travaux étaient « ahurissants ». Jugez-en : pour maintenir le tunnel en service, les travaux étaient effectués de nuit. Ils consistaient à remplacer le revêtement du tunnel, anneau de brique par anneau de brique. Mais ils étaient ainsi conçus que quatre anneaux restaient instables en permanence.

Autre fait accablant : plusieurs fois, des éboulements ont blessé des ouvriers. Et cela n'a pas modifié leur principe. Exécutant, certes ! mais exécutant de quel projet ?

LE DROIT BOURGEOIS AU SECOURS DE LA SNCF

La dernière plaidoirie est réservée au batonnier Bondoux, défendant 2 responsables de la SNCF, mais surtout chargé d'absoudre toute responsabilité.

La plaidoirie commence par un hommage indécent à la dignité des familles. « Je comprends et m'associe à la révolte des familles. Mais que cette révolte ne se mue pas en révolte contre des hommes ». Tout est là : que votre révolte reste un sentiment, surtout qu'elle ne touche pas le tribunal. Son argumentation tourne autour de 2 points :

« Le droit pénal français ne reconnaît pas la responsabilité pénale (pouvant se traduire par des condamnations collectives). Il y a la responsabilité civile pour cela (les indemnisations).

« On n'a pas pu prouver un lien direct entre une faute d'un responsable et l'éboulement. Autrement dit, il n'y aurait de responsabilité pénale que si les responsables SNCF avaient dynamité volontairement le tunnel !

Et l'avocat de s'étendre complaisamment sur la responsabilité « morale » qu'assument les inculpés. Responsabilité qui ne coûte rien ! Le vrai responsable est, paraît-il, le monde moderne : « La complexité du monde moderne crée des situations de risques indécryptables ». Voilà du coup toutes les « catastrophes » taxées d'inévitables. Devant un tel mépris, un monsieur sort de la salle : « Si je reste à l'intérieur, je ne le supporterai pas. Le revêtement tombait, tout le monde le savait, le disait, et il ose parler de ses salades de monde moderne ! ». L'avocat poursuit, sûr de son éloquence. Tout y passe depuis l'apitoiement sur ces ingénieurs qui travaillent 14 H par jour, jusqu'aux dernières déclarations de Lecanuet dont il explique qu'en 1972, elles ne s'appliqueraient pas ! La conclusion est attendue : tous les inculpés doivent être relaxés, puisque le coupable, « le monde moderne » n'est pas inscrit dans le code pénal.

Le tribunal ne manquera pas d'arguments juridiques, s'il veut suivre Mr Bondoux. Il est probable qu'il ne le fera pas. Cela soulèverait trop de colère, même après si long temps. Mais une fois de plus, la vraie responsabilité, celle de cette société où, entreprise nationalisée ou non, la rentabilité commande la sécurité, sera cachée. La plaidoirie de Mr Bondoux aura au moins eu le mérite de montrer que tout le droit français est conçu dans ce but.

Eric BREHAT



LA COLERE DES FAMILLES DES VICTIMES

Mr D. a perdu sa fille à Vierzy. Mme F. est restée des heures parmi les sauveteurs. Son mari était mort. Après quatre ans de procédure et une semaine de procès, ils en ont beaucoup appris sur la justice, et sur la SNCF :

QdP : Après la catastrophe, qu'a fait le gouvernement ?

M. D. : Le ministre des transports du moment, je ne me souviens même plus de son nom, a fait un beau discours. Il parlait de « fatalité », il promettait « une enquête rapide ». Trois semaines plus tard, il n'était plus à ce poste... Alors ses successeurs disent qu'ils n'étaient pas ministres à l'époque, et le ministre de l'époque qu'il ne peut plus rien faire ! Ils sont de mêche avec la SNCF, c'est évident.

« J'EN ARRIVE A ME DEMANDER... »

QdP : Mais pourquoi l'instruction a-t-elle été si longue ?

M. D. : La SNCF a tout fait pour ça. Ils ont joué le temps, en espérant que tout serait oublié. Et même juste avant le procès, il y a eu des pressions pour le reporter. Vous comprenez, la SNCF a tous les moyens juridiques pour elle ! Et j'en arrive à me demander si, en quelque sorte, la justice n'est pas à la solde de la SNCF. Ils ont même tenté d'acheter notre colère : ceux qui ont été gueuler à la SNCF ont reçu deux millions de dédommagements. La justice n'en prévoit, elle, que un. Pour la SNCF, c'est une manière de nous faire taire. Tout le monde doit avoir le même dédommagement, même si ce n'est pas cela qui nous rendra ceux qui sont morts.

QdP : Pour vous, quels

sont les vrais responsables ?

Mme F. : Il y a au moins ceux qui sont inculpés, puisqu'ils ont signé le cahier des charges des travaux, ou qu'ils y ont participé. Il y en a d'autres, dont certains avocats ont parlé, mais peut-être sont-ils trop bien placés ?

M. D. : De toute façon, tout le monde savait que les arceaux de briques s'écrouleraient. C'est suffisant pour faire dérailler un train ! Alors peu importe que les rochers soient tombés comme ceci ou comme cela. Et puis, il y a « l'esprit administration », personne n'est responsable, les rapports ne sont même pas lus...

« CHACUN SE RENVOIE LA BALLE »

QdP : Il y a une entreprise privée, aussi, pour ces travaux. Et les problèmes se posent un peu de la même façon dans toutes les entreprises, par rapport aux accidents du travail, par exemple ?

Mme F. : Oui, ce n'est pas spécial à la SNCF. Partout, plus les responsables sont hauts, plus ils sont protégés. Et puis il y a aussi les décisions d'ensemble de la SNCF qui sont en cause : pourquoi ont-ils attendu ces 108 morts pour vérifier tous leurs tunnels ? Ce n'est pas uniquement la question de tel ou tel chef de service. Seulement, il faut nous comprendre : depuis le début du procès, chacun se renvoie la balle, personne n'est responsable. Et on se perd vite dans ces innombrables services de la SNCF. C'est un peu ça qui nous fait parler d'esprit « fonctionnaire ».

QdP : Vous mettez les cheminots, dans cet « esprit » ?

M. D. : Les cheminots, ce n'est pas la même chose, certainement. Mais les seuls qu'on a vus, ceux qui ont témoigné en disant que rien ne leur était apparu anormal dans le tunnel, visiblement, la SNCF avait fait pression sur eux : on avait l'impression qu'ils récitaient par cœur !

« IL FAUDRA BIEN QUE CA CHANGE »

QdP : Vous avez suivi le procès. Qu'en pensez-vous ?

M. D. : Il y a beaucoup de rapports d'experts, sans que ça permette d'avancer. Moi, je persiste à croire, sans en savoir autant qu'eux, que du moment que ça s'écroulait, c'est qu'il fallait condamner le tunnel. Et puis, il y a eu les avocats de la défense. Ils font leur travail, mais j'ai été vraiment choqué parfois. A les entendre, on ne peut rien prévoir, tout le monde est parfait, personne est responsable, tout allait pour le mieux. C'est quand même un peu fort. Je vous assure que s'il y avait eu un ministre dans le train, ça aurait été différent.

Mme F. : Imaginez que ce soit un garde-barrière qui ait commis une faute. Il n'aurait pas droit à tous ces avocats, lui. Son cas sera vite réglé. C'est ça, la justice. Moi, je me dis qu'il n'y a pas de justice.

QdP : Ou peut-être pas la même pour tout le monde ?

Mme F. : C'est ça. On nous accuse de faire de la politique parce que nous voulons la vérité. Et les ingénieurs responsables, on passe son temps à expliquer leur dévouement ! Il y a deux poids, deux mesures. Il faudra bien que ça change.

Les faits accusent...

1859 : début de la construction du tunnel de Vierzy. Un effondrement se produit. Les statistiques ne disent pas combien d'ouvriers sont morts.

1866 : le tunnel est achevé depuis quatre ans, deux tronçons sont déjà détruits.

1875 : nouvel effondrement dû à un vice de construction.

1914 : destruction d'un tronçon de 50 m.

1924 : un rapport signale un manque général d'étanchéité.

Tout cela, le contrôleur des ouvrages d'art ne le savait pas, en 1964, lorsqu'il visite pour la première fois le tunnel !

Visite de 1964, sont constatés le déjantage de la maçonnerie, et la désagrégation de ce qui a été reconstruit.

1970 : une chute d'anneaux de briques se produit sur 4 m.

Visite de 1971 : tous les éléments préfabriqués sont reconnus creux. Il suffit d'un coup de marteau pour que les vibrations les décollent !

Avril 1972 : la SNCF charge la COFRISO de remplacer le revêtement d'anneaux de briques par un enduit en béton projeté. Des ouvriers sont blessés lors des travaux.

16 juin 1972 : là où la voute avait été percée pour mettre des « épingles » (support du grillage pour béton projeté), tout s'effondre : des centaines de tonnes de roches obstruent la voie, qui n'est pas éclairée. Deux ouvriers surviennent. C'est l'horreur de la ferraille et des corps déchiquetés. Cent huit morts, cent onze blessés.

24 février 1976 : le procès de quelques cadres de la SNCF s'ouvre...

POLITIQUE

Communiqué des syndicats CGT-CFDT de Châlons

Suite au refus de leur direction d'accorder une augmentation de salaire de 65 centimes de l'heure en moyenne, les travailleurs des établissements Grantil (papier peint) ont cessé le travail, lundi 1^{er} mars, et occupent l'usine depuis le début. Cette décision a été prise par la majorité du personnel réunie en assemblée générale, les 26 et 27 février. Ils sont décidés à mener l'action jusqu'à l'aboutissement de leur juste revendication, déjà dans le second établissement de la société Grantil à Ahalluin, dans le Nord, les travailleurs sont en grève avec occupation depuis le 24 février.

Marée noire au large de la Bretagne

Depuis plusieurs jours, une nappe de mazout menaçait les côtes du Morbihan. Il semble aujourd'hui, qu'en se déplaçant vers le large, elle ait commencé à se dissoudre. Par contre, une autre nappe était signalée au large de l'île de Sein (Finistère). Ces deux nappes sont dues au «dégazage» de bateaux. Cette opération consiste à faire la vidange des moteurs en mer, ou pour les tankers à nettoyer leurs cuves qui contiennent du pétrole brut. Tout dernièrement, les Danois ont dû abattre des millions d'oiseaux, aux ailes rognées par le mazout. Ces opérations de dégazage sont inadmissibles, et sont presque encouragées par la législation : les amendes prévues en cas de «flagrant délit» sont souvent inférieures aux frais de dégazage en bassin de radoub.

Six morts dans le naufrage d'une plate-forme pétrolière

Une plate-forme pétrolière exploitée par ELF a coulé à la suite d'une tempête au large de la Norvège. La plate-forme s'est échouée sur un récif, cet accident a fait six morts et dix-sept blessés parmi les travailleurs, 43 d'entre eux ont pu être recueillis par hélicoptères.

A propos du film «L'Olivier»

«L'Olivier», film réalisé par : Ali Akika, Guy Chapouillé, Daniel Dubroux, Serge Le Peron, Jean Narboni, Dominique Vilain.

Projeté à partir d'aujourd'hui au cinéma Le Marais (20, rue du Temple) avec, à la dernière séance, un débat avec les auteurs.

CONFÉRENCE DE PRESSE DU CLISACT POUR DÉNONCER L'UTILISATION DES RAYONNEMENTS IONISANTS

La conférence de presse était tenue par un médecin, une avocate du Mouvement d'Action Judiciaire, une infirmière d'un laboratoire d'isotopes radioactifs, et un étudiant en médecine. Le CLISACT (Comité de Liaison Santé-Travail) a tout d'abord expliqué quels sont ses buts, et ses moyens d'action : mettre au service des travailleurs les connaissances techniques et médicales, échanger les expériences faites à ce sujet, impulser une politique révolutionnaire sur le front de la santé. Le succès des Assises sur la Santé et les Accidents du Travail étaient un premier pas. L'analyse par les soins du comité des produits (isocyanates) maniés par les ouvriers d'une usine de Mourmelon, débouchant sur la création d'une section syndicale, les contre expertises médicales (pour les mineurs silicosés, les ouvriers fluorosés...), et bientôt les contre expertises juridiques

ont montré que la lutte était possible.

Le thème de la conférence, l'utilisation et les dangers des rayonnements ionisants est particulièrement important, parce que complètement dissimulé par la bourgeoisie. Combien savent que les radios systématiques de la médecine du travail produisent une irradiation quinze fois supérieure à celle admise pour cette année ! Pourquoi cette infirmière de l'hôpital Mondor, gravement irradiée par suite des conditions de travail dans le service des isotopes, n'a-t-elle été reconnue victime d'une maladie professionnelle que trois ans après ? Les exemples nombreux donnés par le CLISACT sont accablants. Ils montrent que partout les irradiations de travailleurs sont dues au rendement. Nous reviendrons de façon plus détaillée sur ce sujet, et sur la lutte à mener.

SONDAGE ET DÉBAT

LA DEMOCRATIE TELE...GUIDEE

«Trois Français sur quatre sont pour un blocage des salaires et des prix !» André Arnaud, rédacteur en chef de «Europe-Midi» est content de lui. A force de servilité, sa station de radio a réussi à attirer l'attention sur elle avant le match Mitterrand-Fourcade. «Le sondage que nous avons demandé à l'IFOP, pour connaître l'opinion des Français sur les propositions des deux concurrents est édifiant», ajoute-t-il. Edifiant, certainement, mais dans un autre sens : il montre à quel point les sondages servent de manipulateurs de «l'opinion», il montre le rôle que la bourgeoisie donne aux stations de radio, il montre comment sont préparés, testés, les débats électoraux.



Le sondage présenté par Europe 1...

- Nous avons demandé aux Français ce qui, à leur avis est à l'origine de la crise économique actuelle :
* 56 % des Français pensent qu'elle est due à la situation économique mondiale.

Le journaliste chargé de commenter le sondage s'aventure alors à signaler qu'il faut nuancer ce jugement : les ouvriers interrogés pensent que ce serait plutôt la faute de Giscard... André Arnaud intervient alors immédiatement : «Ce n'est pas là notre propos !

- Que pensent-ils de certaines mesures qui ont été proposées :

* La création de 100 000 emplois nouveaux dans la fonction publique, même si cela entraîne un déficit budgétaire : 66 % des Français sont pour.

* Les nationalisations des grands moyens de production : 48 % des Français sont pour, 39 % sont contre.

* Le blocage des salaires et des prix pour trois mois : 75 % sont pour.

Et il conclut par cette brillante analyse : «Les Français ne font pas porter à Giscard

la responsabilité de la crise, mais ne sont pas défavorables à certaines solutions de Mitterrand».

Quelques remarques «techniques» sur cette présentation : les affirmations du genre «les Français pensent que» sont frauduleuses, car on ne dit pas comment a été construit l'échantillon de personnes interrogées. Dans la plupart des sondages «politiques», il est construit à l'aide de listes électorales. Tous ceux qui n'y sont pas sont donc écartés, en particulier plusieurs millions de travailleurs immigrés ! D'autre part, il est probable que la totalité des questions n'ont pas été données à l'antenne. Or les réponses dépendent étroitement de l'enchaînement des questions ! La ventilation des réponses par «catégories sociales» a été délibérément tue, le journaliste présentateur l'a appris à ses dépens. Enfin, les pourcentages de non-réponses n'ont pas été donnés. Ils sont pourtant aussi importants que les réponses elles-mêmes.

Tout cela suffirait déjà à montrer la nature manipulatrice de ce sondage.

Publicité et manipulation par sondage

Dans un premier temps, il s'agit d'affranchir Giscard de la situation actuelle des travailleurs, cachée sous le terme de «crise économique». Or, tous les hommes politiques, tous les «grands

xistence d'un lien entre la situation mondiale et la situation française est évident. Mais la question posée dans l'enquête fait allègrement la confusion entre l'existence de ce lien et sa nature ! Il ne

Ensuite, il s'agit de tester quelques propositions de Mitterrand. A quelques jours du débat Mitterrand-Fourcade, ces questions sont forcément placées sur le terrain électoral. Passons sur l'approbation de la création de 100 000 emplois dans la fonction publique. Le contraire aurait été par trop étonnant.

Les 48 % de réponses favorables aux nationalisations recouvrent deux choses : ce sondage a été perçu comme un jugement électoral, mais son résultat dépasse en partie les intentions de vote des derniers sondages. Quant aux 75 % de réponses favorables à un blocage des salaires et des prix, il mérite qu'on s'y attarde : cette mesure étant présentée comme une proposition de Mitterrand, ceux qui ont répondu oui aux précédentes questions sont poussés à l'approuver, sous peine de se contredire. Et parmi ceux qui sont opposés à la «gauche», il en est assez qui disposent de salaires suffisants pour

l'approuver. D'autre part, le sondage étant fait après les dernières hausses, alors que les salaires stagnent, pour beaucoup, ce blocage empêcherait avant tout une nouvelle augmentation des prix.

En définitive, que vise ce sondage ? Publicité pour le duel Mitterrand-Fourcade, et pour Europe 1, bien sûr. Mais aussi à faire croire à la non responsabilité de la bourgeoisie quant à la situation actuelle des travailleurs, à justifier l'escalade de bagarres électorales par une certaine approbation des solutions Mitterrand. Peut-être le gouvernement comptait-il renverser cette approbation par un sondage à chaud, après le débat, et donnant l'avantage à Fourcade ? Le PS, bien informé a refusé par avance un tel résultat. Il est vrai qu'il sait aussi bien que ses adversaires, par expérience, comment utiliser les sondages.

ERIC BREHAT



moyens d'information», répètent depuis 1973 que «la crise est mondiale», que «les responsables en sont les pays détenteurs de matières premières»... D'autre part, l'e-

faut donc pas s'étonner du pourcentage de réponses «positives». Il ne prouve en rien la non responsabilité de Giscard aux yeux des travailleurs.

Meeting du PCF à Paris

UN LANGAGE DE BANQUIER !

C'est un nouveau degré dans le crétinisme parlementaire que franchit actuellement le PCF : on peut lui accorder maintenant un brevet de crétinisme cantonal pour la campagne électorale sans précédent qu'il mène, depuis quinze jours, comme aucun autre parti pour les élections cantonales. Un des sommets de son battage a été atteint, lundi soir, au Palais des Sports, à Paris. Marchais, Ducoloné, Colpin, devant une salle partiellement vide, ont invité à voter pour les 1 200 candidats révisionnistes.

Les élections cantonales ne rencontrent qu'un faible écho dans les masses, mais pour le PCF, c'est une partie importante, il s'agit pour lui de consolider sa position face au PS et de se placer pour les futures municipales et législatives.

Cela explique qu'il fasse le forcing pour appeler aux urnes, et à y déposer des bulletins PCF.

Lundi soir, les orateurs ont tenté de démontrer qu'il faut voter révisionniste aux

cantonales. Pour que les ouvriers soient bien défendus, ont-ils dit, il faut plus d'élus PCF dans toutes les assemblées. Parmi les «arguments» des orateurs, notons celui donné par Colpin : «En votant pour les candidats de notre Parti, les travailleurs font un placement sûr». Un banquier ne parlerait pas autrement ! Mais les travailleurs n'ont rien à placer : ce n'est que par leurs luttes qu'ils pourront faire reculer le pou-



LUTTES OUVRIÈRES

UNE SEMAINE D'ACTION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Hier, la sixième réunion paritaire gouvernement/syndicats (CGT-CFDT-FO-CGC-FEN) s'est terminée.

Il s'agit du renouvellement des contrats salariaux de cet ensemble de trois millions de salariés employés directement par l'État, où se mélangent ouvriers, employés, éléments de la petite bourgeoisie, et cadres de la haute administration composante de la grande bourgeoisie. Parmi les secteurs concernés : les fonctionnaires et en particulier l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, l'EDF-GDF, les postiers, les cheminots, etc...

Si ces négociations intéressent les cadres des secteurs (les catégories A) grâce à l'augmentation au pourcentage, ce sont surtout les petits fonctionnaires (catégorie C et D) les postiers et les cheminots... qui sont susceptibles de se mobiliser le plus pour défendre leur pouvoir d'achat. En effet, la politique de crise de la bourgeoisie veut dire pour eux : bas salaires, insécurité de l'emploi avec l'extension de l'auxiliaire du système des vacataires et des contractuels qui permettent de licencier quand on veut, et pour les postes et la SNCF, la détérioration des conditions de travail.

Jusqu'ici, le gouvernement s'en tient à ses propositions : «maintien du pouvoir d'achat» c'est-à-dire augmentation chaque trimestre indexée sur les hausses relevées selon l'indice INSEE, plus 1

ou 2 % pour l'EDF à répartir en plus. Encore chacun sait que l'indice INSEE est truqué et qu'il est en retard sur les hausses, aussi le «maintien du pouvoir d'achat» à Chirac c'est bel et bien la baisse du pouvoir d'achat. Le gouvernement risque d'être ferme sur ses propositions car elles serviront de modèle pour les accords salariaux dans le privé, aussi tout recul dans la fonction publique serait un argument de plus pour les travailleurs du secteur privé.

QUE FONT
LES SYNDICATS ?

Vue l'hétérogénéité de la fonction publique, il est difficile d'opposer une riposte unie à la politique du gouvernement, car dans ces secteurs les syndicats corporatistes FEN, FO, CGC et autonomes divers ont une certaine implantation.

Ces syndicats ont annoncé qu'ils acceptaient de discuter sur la base de l'indice truqué de l'INSEE, car ceux qu'ils représentent ne sont pas ceux qui souffrent le plus des hausses.

Les confédérations CGT et CFDT ont annoncé fort justement qu'elles refusaient l'indice INSEE, (on ne comprend d'ailleurs pas bien pourquoi elles ne l'ont pas fait plus tôt). Mais que faire pour imposer un recul au gouvernement ? Une semaine d'action du 8 au 12 mars est prévue, avec manifestation le 10 mars à Paris.

L'Humanité titre «une semaine déterminante pour les salaires» mais qui y croit ? Les directions confédérales monopolisent l'attention en appelant FO, la FEN et la CGC à refuser l'indice INSEE, mais que font-elles pour mobiliser la classe ouvrière qui est la plus touchée par les hausses pour une riposte d'ensemble contre un des aspects centraux de la politique de crise : la hausse des prix et le blocage des salaires.

Après l'échec du 5 février, cette semaine d'action risque d'être encore de ces journées

de fausse mobilisation visant à donner bonne conscience à ceux qui les organisent, à leur permettre d'en rejeter l'échec sur les travailleurs et de justifier leur thèse selon laquelle «finalement la solution c'est de bien voter».

Pour la CGT elle sera aussi l'occasion de développer l'opération 3 millions d'adhérents, afin de surmonter les pertes subies à cause de la situation actuelle et de la manière dont sont dirigées les luttes aujourd'hui (cf Paris-Rhône, Thermor...). Dans la métallurgie, il y a eu une

chute de près de 10 % des effectifs et le pourcentage d'augmentation des effectifs de 1974 à 1975 a diminué de moitié dans la Confédération, les chiffres ronflants de nouvelles adhésions de la VO ne doivent pas illusionner, car les non renouvellements de carte ne sont pas signalés.

Pour les syndicalistes révolutionnaires cette semaine d'action dans la fonction publique sera l'occasion de discuter des conditions nécessaires pour vaincre aujourd'hui, de l'alliance à tisser avec la classe ouvrière pour une riposte commune, de débattre sur les buts poursuivis par le PC et le PS à la direction des confédérations et de les contraindre à s'en expliquer et de faire prendre dans les syndicats toute décision allant dans le sens d'une véritable unité populaire non pas autour des cadres et à leur remorque pour l'aménagement d'un nouveau capitalisme d'État, mais autour de la classe ouvrière pour un véritable socialisme où l'État est aux mains du peuple, où l'administration est simplifiée, allégée et sous le contrôle constant des masses populaires.



INTERNATIONAL

institut de recherche des transmissions électriques de Tientsin

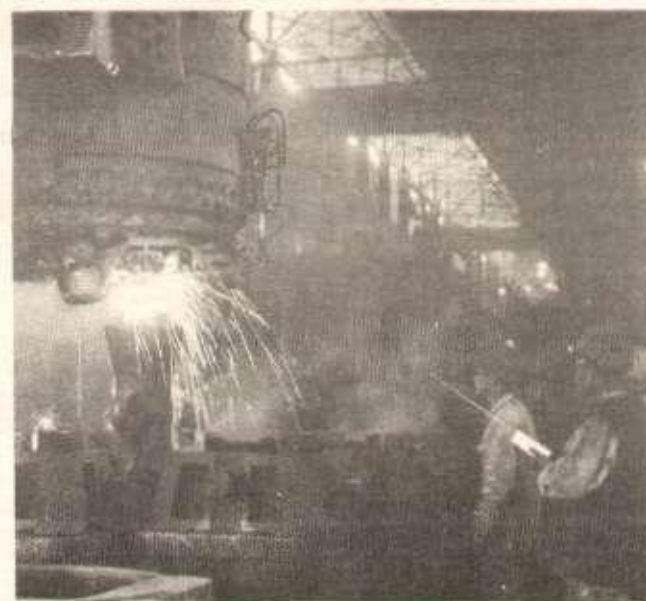
DEVELOPPEMENT DES RECHERCHES
SCIENTIFIQUES DANS LA PRODUCTION

Le grand débat qui se poursuit en Chine à l'heure actuelle porte notamment sur deux questions fondamentales. D'une part, l'enseignement et la recherche doivent-ils ou non être coupés de la lutte des classes et de l'expérience des larges masses. D'autre part, l'essentiel est-il de développer la production, ou au contraire, la condition pour la développer correctement, sur la base des intérêts du peuple, n'est-il pas de maintenir, de développer, le pouvoir des ouvriers et des paysans, la dictature du prolétariat ? L'expérience de l'institut de recherches relatée ici comporte une réponse correcte à ces deux questions.

L'institut de recherches des transmissions électriques de Tientsin est chargé d'étudier, de concevoir, de fabriquer à titre d'essai et de vulgariser en séries des équipements de transmission électrique, des équipements automatiques et des équipements d'énergie électrique de moyenne et petite dimension. Avant la grande révolution culturelle, sous l'influence de la ligne révisionniste, les travailleurs de l'institut travaillaient à porte fermée et les recherches scientifiques se détachaient de la pratique de production. De 1958 à 1965, ils n'ont réalisé que quelque 40 programmes dont seulement 9 sont appréciables. Au cours de la grande révolution culturelle, ils ont critiqué à fond cette ligne erronée. Ils se sont rendus dans des usines et des communes populaires où ils ont fait des enquêtes sur la demande des divers secteurs intéressés aux techniques automatiques et de transmission électrique. Partant de la

pratique, ils se sont fixés des sujets d'étude. L'institut pratique la triple union des ouvriers, des cadres et des travailleurs scientifiques et techniques tout en gardant des liens étroits avec les unités de production et les usagers. Les chercheurs ont non seulement conçu, mais aussi participé à la fabrication et au montage de machines. De plus, ils se chargent de la formation de techniciens et de la popularisation de nouvelles techniques. Un programme étant mis en service, ils rendent visite, de temps à autre, aux usagers pour les aider à résoudre des problèmes surgis dans la production, leur fournir des pièces détachées supplémentaires et réparer les machines qui fonctionnent mal.

Les ouvriers jouent un rôle important dans les recherches scientifiques et dans leur direction. Pour équiper un laminoir «blooming» de 750 mm, il fallait fabriquer un tube à refroidissement par



Des techniciens en visite dans une entreprise observent avec les ouvriers une coulée commandée à distance.

l'eau. Mais les chercheurs n'avaient pas assez de connaissances pour en tracer le dessin. Ils ont demandé secours aux plombiers de l'institut. Ces derniers, forts de l'expérience pratique, ont conçu parfaitement ce tube.

Rééduqués par les ouvriers, les paysans et les soldats dans la pratique de recherches scientifiques à «porte-ouverte», les chercheurs de l'institut ont élevé considérablement leur niveau de conscience politique et aussi leur compétence professionnelle. Avant la grande révolution culturelle, l'institut

a mis 7 ans pour résoudre le contrôle automatique d'un appareil de mesure, mais sans résultats. Au début de la grande révolution culturelle, le jeune technicien Wang Ta-cheng est allé dans la fonderie de fer de la société sidérurgique de la capitale pour résoudre ce problème avec les ouvriers. Il a travaillé pendant deux ans dans la galerie de transport des matières premières et fini par réussir avec l'aide des ouvriers. Cette réalisation a permis d'améliorer les conditions de travail.

(Agence Chine Nouvelle)

Les pays nordiques
solidaires de l'Islande

Les provocations britanniques dans les eaux territoriales islandaises se poursuivent : dans la seule journée de samedi, deux incidents ont eu lieu. La frégate britannique «Yarmouth» a foncé sur le garde-côte islandais «Baldur» à une cinquantaine de milles des côtes islandaises (les eaux territoriales islandaises s'étendent depuis octobre dernier à 200 milles des côtes nationales) ; dans le même temps, le garde-côte islandais Tyr coupait les câbles du filet d'un chalutier britannique qui pêchait dans cette zone.

Face à une telle situation, le gouvernement islandais a décidé de renforcer sa flotte de garde-côtes, la portant à 5 605 tonnes et 141 hommes (pour 23 880 tonnes et 2 444 hommes, côté britannique). Le Conseil Nordique (Islande, Finlande, Danemark, Suède et Norvège) s'est déclaré, dimanche soir, solidaire du gouvernement islandais et a exigé le retrait des navires de guerre et de pêche britanniques des eaux islandaises. Par ailleurs, la Norvège a laissé entendre qu'à la fin de l'année, elle pourrait, elle aussi, porter la limite de ses eaux territoriales à 200 milles.

On attend, d'autre part, la réponse du gouvernement britannique à la proposition du gouvernement islandais de ramener à titre provisoire les limites de ses eaux de pêche à 100 milles afin de trouver une solution à l'amiable dans le conflit qui l'oppose à la Grande Bretagne.

De plus, la grève générale en Islande, de douze jours, s'est achevée par une victoire : le gouvernement islandais a accepté d'augmenter de 30 % les plus bas salaires.

Grèce : procès des
colonels fascistes

Depuis deux jours, la cour criminelle chargée du procès des responsables du coup d'État de 1967 siège de nouveau afin de juger Papadopoulos et ses deux bras droits : Pattakos et Makarezos, pour incitation au meurtre de deux jeunes grecs, le jour même de leur coup d'État.

Ces trois fascistes ont déjà été condamnés à mort et graciés. Leurs partisans ne désarment pas en Grèce : profitant du refus de l'actuel gouvernement de procéder à une réelle épuration des milieux militaires et financiers, ils ont soutenu le régime des colonels, plusieurs officiers, suspendus de l'armée, mais toujours en liberté, auraient mis au point un plan visant à libérer Dimitri Ioannidis, un des piliers du coup d'État du 21 avril 1967, actuellement en prison. Bien que démentant de telles rumeurs, le gouvernement a donné ordre de placer Ioannidis dans une cellule d'isolement.

LA VIE DU PARTI

EN AVANT VERS LE RASSEMBLEMENT COMMUNISTE DU 21 MARS !



Le PCR (ml) a pris l'initiative d'organiser le Rassemblement Communiste du 21 mars, à Paris.

Il s'agit d'abord que la révolte, la volonté de lutte et le combat de milliers et de milliers de travailleurs qui affrontent aujourd'hui dans tout le pays le chômage, la répression, et l'exploitation accrue, trouvent le moyen de se rassembler, de s'exprimer librement, de faire le procès

implacable, riche et vivant de cette société capitaliste en crise, de manifester pleinement leur aspiration à la révolution, à une autre société, dirigée par la classe ouvrière.

Dès maintenant, c'est dans les usines, dans les quartiers et c'est aussi, à la campagne, parmi les paysans pauvres que ce Rassemblement se prépare. Les camarades du Parti, comme ceux de Liévin, par exemple, se portent à la

tête de cette vaste mobilisation : pour recueillir les idées des travailleurs, susciter leur initiative, organiser les discussions et le bilan des luttes. A travers tous ces témoignages collectifs, sous les formes les plus diverses, ce qui s'affirme déjà, c'est la capacité des masses à prendre en mains leurs luttes, à réfléchir leur expérience et leur point de vue de classe, à approfondir, avec le Parti, la voie de la révolution et leur exigence du socialisme.

Nous vous appelons tous à faire vos suggestions et vos propositions de participation.

A travers tous ces témoignages, ce qui se dégage déjà, ce sont les grandes questions qui se posent aujourd'hui dans les luttes ouvrières et paysannes : faire face à la répression policière et patronale, au poids du chô-

mage, conquérir l'autonomie par rapport à la force organisée du révisionnisme et du réformisme, forger l'unité populaire, pour passer à l'offensive. Et c'est à partir de l'expérience concentrée de plus de 100 entreprises, de dizaines de luttes les plus significatives que nous pourrions y répondre alors.

La question centrale du Parti Communiste, de sa construction, de la définition de sa ligne, aujourd'hui, nous la poserons sur la base de notre expérience de Parti, en l'enrichissant de tout ce que cet ample travail de synthèse et d'unification politique aura apporté. L'unité des révolutionnaires, c'est aussi sur cette base, à partir des exigences mêmes de la lutte des classes qu'il pourra en être débattu largement. Dans le cours même du Rassemblement, le débat se poursuivra, de façon directe et vivante, avec les représentants des fédérations, sections et cellules d'entrée du Parti.

Ce Rassemblement, tous peuvent y contribuer : c'est un moyen important de renforcer le Parti Communiste dont nous avons besoin pour les affrontements de classe à venir, c'est un moment important pour le rassemblement des énergies révolutionnaires de notre pays.

**Pour préparer l'offensive ouvrière !
Pour une issue révolutionnaire à la crise !
21 MARS :
10 h 30, MANIFESTATION
14 H, RASSEMBLEMENT COMMUNISTE**

ILS VONT PARTICIPER :

De Liévin...

Pour contribuer au débat dans le journal, sur la préparation du rassemblement du 21 mars à Paris, voici les propositions des camarades de Liévin (Pas de Calais).

Les camarades mineurs demandent que soit organisée une petite table ronde ou un stand des mineurs de la France (de charbon, de fer, d'uranium, et les ardoisiers) dans un endroit du hall de la Mutualité, ou d'une salle, pour qu'ils puissent échanger leur expérience.

Nous préparons un montage diapo sur l'ensemble des problèmes du bassin minier. Nous comptons le réaliser avec la population de Liévin en procédant de la manière suivante. Nous allons projeter un montage fait par la bourgeoisie (montage utilisé par les professeurs dans un CET de la région) et nous organiserons la discussion à partir de cette projection en demandant aux personnes présentes : *qu'est-ce qu'il faut dire sur la région, quelles photos prendre pour expliquer aux travailleurs d'autres régions de France les problèmes du bassin minier.*

Pour que les femmes puissent venir au rassemblement, nous demandons qu'une crèche soit organisée. Les camarades de Liévin sont prêts à tour de rôle, à participer à la garde des enfants.

Nous espérons pouvoir disposer d'un peu de place pour faire un stand du bassin minier et apporter les contributions sur le thème de la santé, de la justice.

D'Orléans...

GRUPE D'INFORMATIONS SUR LE TCHAD
Appartement 798
1 passage des Iris
545100 ORLEANS

Nous souhaitons participer au rassemblement du 21 mars. Nous désirons disposer d'un emplacement pour présenter une table de vente (brochure du G.I.T. et publication du FROLINATI). D'autre part, nous disposons d'un montage diapo et d'un film super-8. Il nous est possible de préparer une intervention sur la situation aujourd'hui.

Salutations militantes.

APRES L'ASSASSINAT DE MICHEL BOYÉ ET POUR LA DEFENSE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Le 17 février, des milliers de paysans manifestent dans toute la France contre la baisse de leurs revenus. Devant la préfecture d'Épinal, la bourgeoisie répond : intervention des CRS ! Deux jours plus tard, Michel Boyé est mort à l'hôpital, suite aux coups qui lui ont été portés. Cet agriculteur de 47 ans, père de six enfants, a été assassiné par les forces de répression de la bourgeoisie.

Ce crime commis contre un paysan, n'est pas un fait isolé ; il s'ajoute à la longue liste des victimes des forces de répression de la bourgeoisie. Il est partie intégrante de la politique du gouvernement pour couper court aux mobilisations paysannes qui se développent. Les hommes de main de Poniatowski apportent à la lutte des paysans, la même réponse qu'aux ouvriers qui entrent en grève, manifestent, occupent leurs usines : la répression. L'intransigence patronale et gouvernementale face aux revendications des ouvriers et des paysans, l'intervention policière systématique face à leur colère, c'est la manifestation de la peur de la bourgeoisie. Peur, car elle se souvient des puissantes mobilisations au moment de « la guerre du lait » en 1970 ; peur

car des viticulteurs aux producteurs de lait, les luttes existent s'étendent, se profilent. Peur, car malgré les chiens, les flics, les commandos de cadres, la conviction se fait plus grande chez les travailleurs, à travers le bilan de leurs grèves, qu'il est nécessaire d'arriver à un mouvement d'ensemble pour faire reculer la bourgeoisie et son cortège de bas salaires, de chômage, de cadences, etc... Peur, car les discours, la propagande, la démagogie, le « réformisme » qiscardié sont en bonne partie usés. Pour éviter le développement massif des luttes, il ne reste au pouvoir que les armes de la brutalité, de la répression, de la limitation des libertés démocratiques conquises par la classe ouvrière. Par l'intensification de sa politique répressive, la bourgeoisie veut contraindre les travailleurs à payer la crise



en leur ôtant le droit de manifester, le droit de grève, le droit d'association, notam-

ment syndicale, etc... n'hésitant pas pour cela à assassiner un paysan, comme elle l'a

fait à Epinal.

UNE TÂCHE IMMÉDIATE :
Se mobiliser contre l'assassinat de Michel Boyé, dans le cadre de la lutte contre la politique répressive du pouvoir, pour la défense des libertés démocratiques. Les marxistes léninistes ont à faire connaître largement ce qui s'est passé à Epinal et tous les mauvais coups de la bourgeoisie, sa politique et ses buts. Ils doivent organiser la protestation contre ce nouvel acte de violence policière pour qu'il ne reste pas impuni. Ils manifesteront afin que la bourgeoisie, dans ce cas comme dans de nombreux autres, ne se sente pas les mains libres, soit contrainte au recul. Ne pas engager la lutte aujourd'hui contre l'assassinat de Michel Boyé, comme l'ont fait les dirigeants du syndicat agricole FNSEA, revient à encourager la bourgeoisie dans le renforcement de sa politique répressive, pour faire payer la crise, aux ouvriers, aux paysans.

C'est dans la posture mas-

sive contre cet assassinat, comme contre toutes les atteintes aux libertés démocratiques que se joue, en grande partie, l'avenir des luttes. C'est dans ce sens que le PCR (ml) a engagé la mobilisation, qui doit s'étendre, qui doit s'effectuer sur ce point dans l'unité la plus large possible.

Au moment où la bourgeoisie veut étouffer les luttes, imposer sa politique de crise par la contrainte, en assassinant un travailleur, le sectarisme, l'exclusive réciproque ne sont pas de mise. Bien au contraire, de tels actes du pouvoir imposent la lutte pour ne plus laisser avancer la répression, pour contraindre la bourgeoisie au recul.

Mobilisons-nous pour venger Michel Boyé !
Mobilisons-nous contre la répression, contre les atteintes aux libertés démocratiques !
Mobilisons-nous pour construire l'unité populaire, unité des ouvriers et des paysans.

CE QU'ON FAIT MANGER AUX FRANÇAIS

par Pierre PUJOL

(2)

Des colorants... pour notre plus grand plaisir ?

A ceux qui leur reprochent d'assaisonner tous les plats à la sauce chimique, les fabricants ont une réponse toute prête : « Nous le faisons pour répondre à la demande des consommateurs », ou, pour toucher la corde sensible : « Mangeriez-vous une tranche de jambon grise, comme elle le serait bien souvent, naturellement ? »

Ils s'appuient sur des évidences : c'est plus agréable de manger un yaourt parfumé à la fraise quand il est couleur de fraise. Certains en arrivent à parler de « réflexe conditionné ». Un savant professeur de pharmacie déclare : « La civilisation actuelle conditionne tellement bien l'individu qu'il a pris l'habitude d'associer une couleur bien définie à un type d'aliment donné, et par là même décidé que toute modification serait suspecte ». Quelle idée, quand on mange de la fraise, de vouloir que ça ressemble à de la fraise !

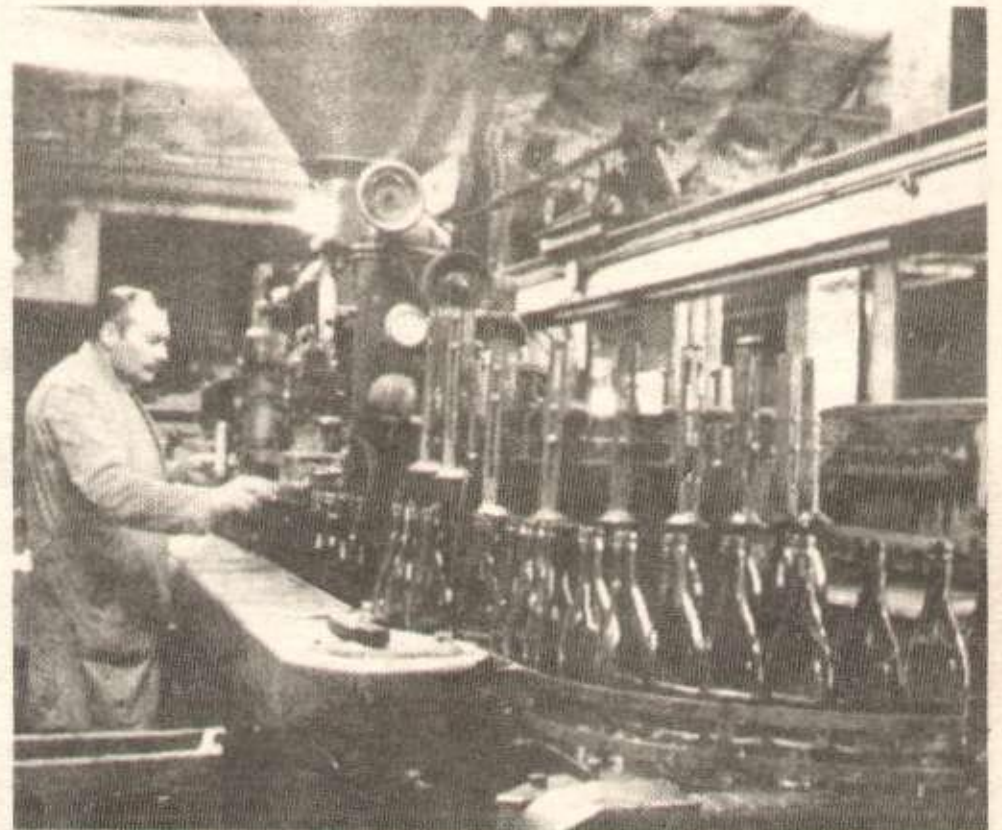
Mais tous ces messieurs jouent sur les mots pour faire passer manipulation et tromperie.

Tromperie quand pour faire des économies de fruit dans une gelée on rallonge la sauce avec des colorants : osera-t-on dire alors que c'est pour mettre la couleur en rapport avec le goût ?

Manipulation quand, sans avoir informé les travailleurs des risques de tel ou tel colorant, ou tout simplement en dissimulant la présence de ce colorant, on prétend que le « consommateur » néglige délibérément ce risque pour se laisser aller à son pêché mignon et se laisse tenter par ces choses superficielles que sont la couleur, l'odeur... Quand on prétend ainsi que « le consommateur est responsable » de l'utilisation massive des colorants. Avez-vous demandé aux travailleurs s'ils ne préféreraient pas manger des aliments peut-être moins bien présentés, mais contenant moins de vos poisons ? Nous, nous l'avons fait, et la réponse n'était pas du tout celle que vous prétendez.

Pour justifier leur cuisine chimique, ces messieurs ont même trouvé des scientifiques qui affirment que « le goût et l'odorat de l'homme moderne s'estompent de plus en plus... »

Non messieurs, si les travailleurs en ont de plus en plus assez de ce que vous mettez à leur menu, ce n'est pas parce qu'ils ne sont plus capables de goûter les bonnes choses : c'est qu'ils en ont assez de vos escroqueries, qui mettent en danger leur santé.



Peut-on affirmer qu'un produit chimique est sans danger

A l'heure actuelle, il n'y a aucun moyen parfaitement sûr de prouver que tel ou tel produit qu'on lance dans la consommation est sans danger. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le cancer, dont le mécanisme est encore très mal connu. Or, l'Organisation Mondiale

de la Santé et différents experts s'accordent à penser que 85 % des cancers sont dus aux différentes formes de pollution. Certains procédés permettent de tirer la sonnette d'alarme : par exemple l'administration de la substance soupçonnée à des animaux de laboratoire : mais un produit peut provoquer par exemple un cancer chez tel animal et pas chez telle autre espèce : il est donc difficile

Une législation insuffisante et violée

En théorie, le « consommateur français » est bien protégé des produits toxiques par la législation. Le principe est que tout produit qui n'est pas explicitement autorisé est interdit ; autrement dit, on ne peut introduire un nouveau colorant alimentaire que si on a prouvé qu'il était sans danger. C'est ce principe, adopté par tous les pays du Marché Commun, qui a conduit à l'élaboration d'une liste limitative des additifs alimentaires autorisés, dans laquelle les différents produits sont désignés par un numéro à 3 chiffres précédés de la lettre E. Cela c'est le principe...

En fait, cette législation est insuffisante, puisqu'il est ex-

trêmement difficile d'affirmer qu'un produit n'est pas dangereux, à plus forte raison s'il est associé avec d'autres, s'il est en contact avec un emballage avec lequel il peut réagir, etc... Des personnes (vieilles, enfants, femmes enceintes, malades, etc...) peuvent être plus sensibles que d'autres : les réactions allergiques se verront chez certains et pas chez d'autres...

D'autre part, les subtilités de la démocratie bourgeoise, la séparation entre législatif et exécutif, fait qu'une loi peut très bien n'être jamais appliquée. Ici, cela se manifeste par le fait que plusieurs produits dangereux se trou-

vent sur le marché. (L'amarante, la tartrazine, et bien d'autres...) Il y a ceux qui sont admis par l'administration, et ceux qui tournent la loi, qui profitent de l'impuissance du service de répression des fraudes, et ceux qui profitent des différences de réglementation d'un pays à l'autre : la cire de Carnauba est interdite en France mais autorisée en Italie ; elle est introduite dans des bonbons fabriqués en Italie et vendus en France...

Tout cela fait qu'à plusieurs reprises des sondages faits par des laboratoires ont permis de retrouver des produits théoriquement interdits.



de la Santé et différents experts s'accordent à penser que 85 % des cancers sont dus aux différentes formes de pollution. Certains procédés permettent

d'en tirer des conclusions pour l'homme.

Un nouveau procédé a été mis au point à l'Institut Pasteur : il consiste à rechercher si le produit provoque chez les bactéries des mutations : c'est généralement le signe qu'il est cancérigène. Mais si ce n'est pas le cas, on ne peut pas pour autant affirmer que le produit est sans danger.

Dans ces conditions, c'est la prudence qui devrait s'imposer avant de lancer largement un produit dans la consommation alimentaire ; or c'est le contraire qui se passe : on ne retire un produit de la circulation que lorsqu'il a vraiment fait la preuve de sa nocivité. Sur les 31 colorants admis au début du siècle, 16 ont dû être retirés du marché de cette façon. Et pourtant, l'exemple de l'amarante prouve que les gouvernements ne sont pas pressés d'interdire les produits dangereux.

En quelque sorte, nous servons de cobayes...

Le cas « E 123 »

Ce qui se cache sous ce nom s'appelle aussi Rouge de Naphthylamine G ou aussi plus joliment « amarante ». Il est utilisé en France pour donner une belle couleur rouge à de nombreux produits alimentaires surtout des confiseries (confitures, pâtes de fruits, sucettes et bonbons...). Or ce produit a un lourd dossier : déjà reconnu responsable de troubles allergiques (urticaires, maux de tête, ...), il est depuis 1968 soupçonné être cancérigène pour l'homme, suite à des expériences faites en URSS sur des animaux de laboratoire.

A la suite de quoi, ce produit a été interdit en URSS, puis au USA et en Suède. En France, il court toujours, sous prétexte, selon le ministre de la Santé, que son interdiction dépendait des autorités européennes... On comprendra mieux quand on apprendra que, sous la pression des fabricants, les autorités de Washington viennent de décider de lever l'interdiction parce qu'il n'était pas absolument prouvé que l'amarante soit cancérigène... Mieux vaut risquer la vie de milliers d'enfants que les profits des capitalistes.

En automne 72, à Paris, le Laboratoire Coopératif a prélevé au hasard dans le commerce 91 échantillons de produits alimentaires colorés en rouge. Tous contenaient des colorants. Un tiers (29) contenaient de l'amarante. Avec certains bonbons actuels, la dose dangereuse est dépassée par un enfant qui mangerait 50 grammes par jour de ces bonbons.

DES COLORANTS A TOUTES LES SAUCES

L'industrie alimentaire française utilise chaque année 100 à 150 tonnes de colorants. Ce qui fait environ 3 grammes par habitant et par an, en moyenne. Encore venons-nous après les Anglais, les Allemands et les Américains. En 1971, le marché des additifs alimentaires, aux USA représentait 635 millions de dollars. Il en fera plus d'un milliard en 1980.

Si de tous temps des colorants ont été utilisés dans l'alimentation, (par exemple le safran...) c'est bien le capitalisme qui en a rendu l'usage si massif. Dans quel but ? Avec quelles conséquences sur la qualité de nos repas, sur notre santé ?

Le beurre et les œufs, c'est meilleur que la tartrazine, mais c'est plus cher

Les colorants sont souvent utilisés pour faire l'économie de produits naturels plus coûteux. Par exemple, la tartrazine permet d'économiser œufs et beurre dans une pâtisserie en lui donnant la couleur jaune appropriée, ou encore en donnant un aspect fumé à un poisson séché ; le Rouge Cochenille A conviendra parfaitement pour le sirop de grenadine ; le caramel donnera à telle eau de vie l'air d'avoir longuement vieilli en fût ; et ce yaourt au cassis serait mieux nommé « au rouge betterave »... l'énumération de tous ces trucages serait longue.

Ce ne serait encore pas trop grave si ces colorants étaient sans danger. Mais la tartrazine est interdite en Suède depuis avril 74 : on s'est aperçu qu'elle provoquait des réactions allergiques d'urticaire ou d'asthme.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Monsieur Poniatowski...

Touvier a été condamné à mort deux fois et voyez vous il se porte bien et il ne s'inquiète pas outre mesure, alors que pourtant les crimes dont il est accusé et avec beaucoup de preuves, ces crimes sont déclarés imprescriptibles par la loi du 26 décembre 1964.

Touvier n'est pas inaperçu pour tout le monde. Il a pu faire des démarches pour demander et obtenir la grâce présidentielle et agir pour que les nouvelles plaintes déposées contre lui soient déclarées irrecevables, car les anciens résistants de Lyon et de la Savoie se sont manifestés. Il a même pu paraître sur les écrans de la télévision nationale.

On ne s'occupe pas de lui. L'inaction de la police est flagrante à son égard comme elle l'a été à l'encontre de nombreux citoyens de guerre. Et de là, Poniatowski se retranche derrière l'examen par la Cour de cassation des trois plaintes déposées, pour répondre qu'aucune action ne saurait être entreprise par les services de police contre Paul Touvier, tant que cette juridiction ne se sera pas prononcée. Pendant ce temps, condamné à mort deux fois, pour avoir assassiné des centaines de compatriotes, il se porte bien.

Un résistant

Réunion de lecteurs à Reims

C'est la première réunion autour du secteur Santé avec des lecteurs du QdP.

C'est le seul journal qui rapporte aussi fidèlement les luttes ouvrières, et il faut continuer l'effort de ne pas voir seulement le côté positif des luttes, mais de démontrer pourquoi une lutte a échoué quand c'est le cas. Ainsi, l'utilisation des débats doit être continuée, pour faire apparaître les idées qui s'affrontent. Il faut aussi montrer plus souvent la vie quotidienne des travailleurs ouvriers paysans, le problème particulier des femmes (pas seulement dans la lutte) et ceux des travailleurs immigrés en lutte au racisme.

Certains ont souhaité que le bloc note, les rubriques Télé, Santé, etc... paraissent avec plus de régularité. Le lundi, les émissions de Télé intéressantes dans la semaine pourraient être signalées sans faire un simple résumé, mais en développant une critique. Le lundi aussi, on pourrait mentionner les principaux résultats sportifs. C'est une occasion de démontrer ce qu'est le sport en régime capitaliste. Pour le foot, il serait intéressant de montrer ce que représentent l'achat d'un billet pour un match et la possession d'une carte de supporter. Quelle est la participation du supporter? A-t-il plus le droit de regard sur la gestion du club?

Le mercredi, pour les enfants: L'article sur Rahan démontre bien le héros vu par le P.C.F., mais est-ce compréhensible pour les enfants? Faut-il les empêcher de lire les bandes dessinées? Il serait utile de faire des articles qui s'adressent aux enfants.

Un autre jour pour l'hygiène, la santé et aussi sur les droits des travailleurs (comme il a été fait sur les impôts, le chômage). Il faut insister sur le côté pratique.

Le samedi pour les loisirs et le cinéma; montrer par exemple la différence entre la chanson populaire et celle des idoles, en s'appuyant aussi sur les magazines pour jeunes.

Chacun diffusera le plus largement possible autour de lui le QdP, mettra ses connaissances pour l'élaboration du journal (au sujet du Maroc, de la Santé) et n'hésitera plus, comme c'était un peu le cas avant à adresser directement des critiques au Quotidien du Peuple.

COMMUNIQUÉS

RENNES

REUNION DE LECTEURS

Après une semaine de parution sur 12 pages, nous invitons tous les lecteurs du Quotidien du Peuple à se retrouver :

MERCREDI 3 MARS A 20 H 30 A L'EGLISE ST AUGUSTIN

M.J.C. Saint-Marceau
2 rue des Tulipes
45100 ORLEANS

Vendredi 5 mars à 20 h 45

Film-Débat sur la situation au Sahara Occidental pour l'organisation d'un soutien au F. POLISARIO
Projection de «Sahara Occidental, indépendance ou génocide» film de Miquel Ibarrodo, Bruno Muel et Théo Robichet
Soirée animée par «les amis du peuple sahraoui», de retour d'un séjour parmi les réfugiés

La coordination région parisienne des groupes femmes d'entreprises, de quartiers, de lycées et de facultés

appelle à une manifestation :

SAMEDI 6 MARS A 15H

De la place de la République à la Place des fêtes

PATRON, ET 3 «HUMANITÉ-DIMANCHE», 3 !

Eh mon pote, t'as lu l'Humanité Dimanche de la semaine? C'est vraiment le pied: tout sur la Ford Taunus 7 CV et sur la Renault 20 traction avant. Ouais et une demi-page sur le briquet Sim (à partir de 20 F seulement!). Et les petites annonces: des maisons de campagne à 12 Millions (anciens

aussi Francis de Poitiers qui en p. 5 de l'H.D. dit que c'est «totalement antidémocratique» de faire de la publicité pour Dassault par exemple. Mais la rédaction lui répond qu'un journal «ne peut pas vivre honnêtement sans publicité». Quoi? Pas de pub dans le Q.d.P! Il vit malhonnêtement alors! Tandis

qu'on en parle aussi. Mais non pas la «dictature du prolétariat!» T'es en retard, vieux! D'ailleurs à la page 19 il y a un camarade commerçant qui le dit «la Dictature du Prolétariat, cela voulait dire qu'un seul gouverne. L'Union du Peuple de France c'est plus sympa». D'ailleurs, ils sont tous sympas les gars du PCF. Regarde (p.10) les jeunes de la J.C. en train de jouer du tambour et du trombone au Congrès: Y'a Georges et les autres qui se marrent derrière: quelle ambiance! Ferrat a dit aussi que la femme c'était l'avenir de l'homme, eh bien, Charles, un copain du PCF est d'accord avec ça et il ajoute en p.62: «Je veux bien qu'elle exprime ses idées mais qu'elle les exprime à la maison, et puis c'est tout!». C'est un sacré celui-là hein! Quoi? Tout ça c'est pas tellement communiste? Peut-être mais c'est comme ça qu'on attirera le plus de gens. Il n'y a qu'une chose ennuyeuse comme le dit Salini, responsable politique de l'Huma: «la question c'est de savoir si nous serons compris par la classe ouvrière...» (p.13). Mais ça, on s'en fout: on n'a pas peur de l'An 2 000 nous, alors... Bon, tu me l'achètes mon Humanité-Dimanche? Tu verras, comme le dit Alex de Paris (p.6), ce n'est qu'en lisant l'H.D. d'un bout à l'autre que l'on arrive à le trouver amusant! Quoi? Tu n'en veux pas?...

le 25/2/1975
S.ROUBAIX



Les Renault 20: L, TL, et GTL.

Publicité parue dans l'«Humanité-Dimanche»

bien sûr!): c'est les camarades I.T.C. qui vont être contents! Y'a des trucs pour les femmes aussi: «les femmes fatiguées du soir, elles pour qui «la rançon, le privilège c'est le démaquillage»: alors attention: *Mustella*, c'est rudement mieux que *Miss Helen*, bien que *Vichy* et *Nivèa* ne soient pas mal non plus. Quoi? Tout ça c'est de la publicité? Ouais d'accord: il y a

que l'Humanité Dimanche c'est le canard du PCF, le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Hein? Bien sûr qu'il y a de la politique: on est libre quand même non? Comme l'écrit Claude Cabanes (Cloclo pour les intimes) p.8: «Dans liberté, il y a rire, ou bien amour, ou travail, ou plage, ou bonheur, ou confort, que sais-je... il y a aussi socialisme!». Alors il faut bien

VIE QUOTIDIENNE

«ILS UTILISENT NOS ENFANTS...»

Dimanche soir je suis passé chez des amis que je revois rarement à cause du chômage qui m'a fait quitter Paris.

Ils revenaient des jardins de Paris envahis, à cause du soleil et du beau temps. Les enfants assoupiés de fatigue par la foule et la promenade dormaient.

Le copain travaille à la RATP et sa femme s'occupe des trois gosses. Il m'a raconté sa journée, c'était la colère qui débordait: «aujourd'hui, les travailleurs n'ont même plus droit aux loisirs, à la détente. Ils utilisent nos enfants pour nous extorquer le porte-feuille. C'est vraiment l'exploitation à outrance». Ils avaient emmené les enfants au jardin d'acclimatation: d'abord 10 F d'entrée, 10 F de petit train, 14 F le manège qui dure 50 secondes pour 2 F, 3 F 50 un tour d'âne. Un guignol où il faut attendre des heures pour rentrer sous la petite tente. Et les animaux sauvages? Eh bien il n'en reste plus beaucoup, un ours qui se meurt dans un coin, quelques singes et oiseaux c'est tout. On les remplace par un vieux coucou qui ne coûte pas cher en entretien mais surtout par des manèges, des marchands de jouets pour faire envie aux enfants et faire payer les parents, par des guinguettes à 3 F 50 le café, 5 F la bière:

TELEPHONER AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
208 65 61 PARIS
DE 9 H à 17 H



«Meilleurs souvenirs du Palace de Dammarie. Veuillez excuser le photographe qui a oublié de fixer sur cette carte les chambres de 6 m² à 260F par mois, et de ne pas l'avoir illustrée de tous les cafards, mouches, moustiques... qui grouillent dans les chambres et les salles.»

Un résident du Foyer Hôtel
Sonacotra de Dammarie

COMMUNIQUÉS

A propos du meeting de Dupuy de Méry, le vendredi 5 mars, rue de l'Hôpital Militaire à Lille, la section de Lille du PCR (ml) appelle tous les travailleurs et antifascistes de la région lilloise à empêcher le meeting du nazillon Joel Dupuy et de son «comité de défense de l'armée», et à exiger la cessation des poursuites contre les soldats et syndicalistes inculpés devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

LA LIBRAIRIE POPULAIRE
40 rue Jules Guesdes
quartier de Wazemmes
59 - LILLE (tél. 57.53.52)

est ouverte tous les jours de 14 h 30 à 19 h 30 et le dimanche matin

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale: BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19
CCP N° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication Y. Chevet
imprimé par IPCC - distribué par NMPP
Commission paritaire: 56 942

CINEMA

« L' OLIVIER »

par Leila Shadid, présidente de la G.U.P.S.

L'Olivier sort à Paris à un moment très important pour le peuple palestinien et pour la révolution palestinienne. Un moment où les sionistes et l'impérialisme essaient de régler ce qu'ils appellent « la question du Proche Orient » en s'opposant totalement aux aspirations des masses arabes et du peuple palestinien et en renforçant Israël comme base avancée de l'impérialisme au Moyen Orient. C'est un moment aussi où le peuple palestinien sous l'occupation manifeste depuis 4 semaines contre les autorités militaires sionistes et en soutien à l'OLP.

Pour nous, « L'Olivier » est un bilan très important sur le point politique et artistique. Il est important pour tout le mouvement révolutionnaire anti-impérialiste parce qu'il prouve la solidarité des militants cinéastes qui ont réalisé ce film avec le peuple palestinien et les juifs anti-sionistes en Israël. Il montre aussi que même si le contact est dur les militants français peuvent beaucoup contribuer à rapprocher les peuples.

C'est vrai, ce n'est pas le premier film fait par des militants qui soutiennent la lutte du peuple palestinien. Il y a notamment le film « Révolution jusqu'à la victoire » fait par des militants juifs anti-sionistes des Etats-Unis en 1970. Mais « L'Olivier » est le premier film qui saisit la lutte du peuple palestinien dans sa totalité et dans sa complexité. La tâche a été difficile. Saisir le peuple palestinien dans toutes ses conditions de vie : sous l'occupation militaire en Cisjordanie et à Gaza, dans les camps de réfugiés

au Liban. D'ailleurs là, la forme est fidèle au fond puisque nous passons des scènes sous l'occupation à d'autres scènes dans les pays arabes, puis en Europe. Ces passages rapides, qui peuvent être quelque fois difficiles à suivre par le spectateur occidental sort en fait une image fidèle de l'éclair.

Un autre élément très important dans le film c'est qu'il permet au peuple palestinien de s'exprimer. On voit des Palestiniens de tous les pays, de toutes les couches sociales, des ouvriers, des paysans, des intellectuels parler. On voit des femmes, des hommes, des jeunes, des vieux, de très vieux même (en particulier le moment émouvant où un Palestinien de 90 ans qui se rappelle le temps où il vivait en paix avec les juifs en Palestine). Bref, la parole n'est pas un commentaire comme dans la plupart des documentaires mais un peuple qui s'exprime sans démagogie, sans arrogance, avec une profonde conviction et beaucoup de tolérance. Je crois que cette expression vivante du peuple palestinien de ses aspirations, de ses angoisses, de ses inquiétudes et de son espoir dans l'avenir est la meilleure réponse au slogan utilisé pendant des années par le mouvement sioniste en Europe « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Ce slogan qui a permis au mouvement sioniste mondial de transporter des milliers de juifs de la diaspora en Palestine.

Là, j'ai été moi-même très touchée par un aspect du film que je trouve très humain : c'est la joie de vivre qui

émane de la plupart des scènes. Les réalisateurs ont réussi à travers ces interviews à montrer que ce peuple qui lutte chaque seconde en prenant les armes, en travaillant, en labourant la terre, en allant à l'école même en dansant.

Il y a une scène qui en dit plus long que tous les discours sur la Résistance et c'est une scène où on voit tout un village sous occupa-

tion politique n'est-elle pas une action de tous les moments dans tous les domaines ! On a trop tendance à voir la politique d'une manière sectaire et je crois que le film contribue à rectifier cette fausse conception de la politique et à expliquer comment nous les Palestiniens nous concevons la lutte.

Finalement, il y a, je crois, un aspect fondamental du film et qui est très important pas seulement pour les Pales-

et qui le crient à haute voix dans le film sans haine, sans démagogie, avec beaucoup de gravité. Je pense que c'est une des rares fois sinon la seule fois au monde où la possibilité d'avoir une autre vision d'Israël que celle défendue par des Israéliens et qui est à l'opposé de la version des autorités, l'establishment sioniste. Je crois qu'il y a là assez de raisons pour que chacun se pose des questions et qu'il ne soit plus assis aussi confortablement dans son siège au cinéma. C'est facile de réfuter la thèse des Palestiniens en disant après tout « ce sont des Arabes » et ils sont de parti pris, mais c'est plus difficile de réfuter les thèses des gens nés en Israël et qui vivent ces conditions tous les jours.

Finalement, je crois que le film est très simple, dénué de toute prétention, de démagogie. Il n'essaie pas de proposer une solution. Ce n'est pas, c'est évident, ce qu'ont voulu les réalisateurs.

Il est surtout fidèle à une réalité telle qu'elle a été vue par les réalisateurs et telle qu'elle a été recue par les Palestiniens et les juifs que nous voyons. Ce que je peux dire, c'est que ce film contribue à poser le problème tel qu'il est dans toute sa complexité tout en suggérant que en Palestine, la paix pour les juifs, chrétiens et musulmans, n'est pas impossible si on prend en considération les aspirations des peuples et non pas celles des gouvernements.

Leila Shadid



tion en Galilée) qui accompagne trois jeunes mariés en dansant des danses traditionnelles qui existent toujours dans les traditions populaires palestiniennes, même après 26 ans d'occupation.

On a trop tendance à voir dans les Palestiniens que des « terroristes » en arme ou des combattants de la guerrilla. Ça dépend dans quel camp on est, mais ce que je veux dire, c'est qu'on a toujours présenté l'aspect politico-militaire de la lutte du peuple palestinien et pas assez les autres aspects. D'ailleurs, la

littérature, mais pour tous les juifs du monde. C'est toutes ces interviews et elles sont nombreuses, des juifs en Europe et en Israël. Des juifs échappés des camps de concentration nazis et qui ont refusé la « solution » sioniste même si à un moment donné ils ont été leurés comme le dit très honnêtement cet Hollandais qui est bouleversé dans son authenticité. Des juifs orientaux, nés en Israël et qui vivent quotidiennement la discrimination raciale inhérente aux pratiques sionistes à l'égard des juifs orientaux et des Palestiniens.

TELEVISION Programme

MERCREDI 3 MARS	
TF 1	
13 h 35	Les visiteurs du mercredi
18 h 15	A la bonne heure
18 h 45	Pour les jeunes
19 h 20	Actualités régionales
19 h 40	Une minute pour les femmes
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	« L'inspecteur mène l'enquête » - jeu policier
22 h 00	Football : Dynamo Kiev-St Etienne
23 h 30	JOURNAL
A 2	
16 h 20	Un sur cinq - football - variétés
17 h 00	Football : Dynamo Kiev-St Etienne
18 h 45	Dessin animé
18 h 55	Des chiffres et des lettres - jeu
19 h 20	Actualités régionales
19 h 45	Y'a un truc
20 h 00	JOURNAL
20 h 30	Police Story : « Patrouille mixte »
21 h 30	C'est à dire - magazine d'actualité
23 h 00	JOURNAL
FR 3	
19 h 00	Pour les jeunes
19 h 20	Actualités régionales
19 h 40	Tribune libre
19 h 55	Flash JOURNAL
20 h 00	Programmes régionaux
20 h 30	« DOLLARS » film américain de R. Brooks (1971)
22 h 15	JOURNAL

Feuilleton ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

En route vers le front, E. Snow s'est arrêté à Wou-k'i-tchen, centre industriel de la Chine rouge.

33^e épisode

L'ARSENAL

Je restai trois jours à Wou-k'i-tchen, visitant les ouvriers dans les usines, « inspectant » leurs conditions de travail, assistant à leurs représentations théâtrales et à leurs réunions politiques, lisant les journaux muraux et leurs livres de caractères, causant - et devenant athlète. Car je pris part à une partie de basket-ball sur un des trois courts de Wou-k'i. Nous fîmes une équipe improvisée, composée de l'émissaire du « Foreign Office », Fou kin-kouï, (1) d'un jeune étudiant parlant anglais qui travaillait au bureau politique, d'un médecin rouge, d'un soldat et de moi-même. L'équipe de basket de l'arsenal accepta notre « challenge » et nous réduisit en bouillie - littéralement, dans mon cas.

Ces ouvriers de l'arsenal savaient fabriquer des fusils, aussi bien que lancer au but. Je passai une journée dans leur usine peu commune et eus à déjeuner dans leur Club Lénine.

UNE USINE DANS DES GROTTES

L'arsenal, comme l'Académie de l'Armée rouge, s'abritait dans une longue suite de pièces voûtées aménagées dans la pente de la montagne. Elles étaient fraîches, bien ventilées et éclairées par une série de regards creusés à un certain angle dans la paroi, et elles présentaient l'immense avantage

d'être à l'épreuve des bombes. Je trouvai là plus de cent ouvriers fabriquant des grenades, des mortiers de tranchées, de la poudre, des pistolets, des obus de petit calibre et des cartouches, ainsi que quelques instruments aratoires. Un service de réparation s'occupait à remettre en état des piles de fusils cassés, de mitrailleuses, de fusils automatiques et de mitraillettes. Mais le travail de l'arsenal manquait de fini, et ses produits, pour la plupart, équipaient les partisans rouges, tandis que les forces rouges régulières s'approvisionnaient presque entièrement en armes et munitions prises à l'ennemi !

DES OUVRIERS EXPERIMENTES

Ho Hsi-yang, le directeur de l'arsenal, me fit faire le tour des ateliers, me présenta ses ouvriers et me donna des renseignements sur eux et sur lui-même. Il avait trente six ans, n'était pas marié et avait autrefois été technicien au célèbre arsenal de Moukden. Après l'invasion japonaise du 18 septembre 1931, il alla à Changhaï et adhéra au Parti communiste. De Changhaï, il prit plus tard le chemin du Nord-ouest et des districts rouges. La plupart de ses mécaniciens étaient aussi des hommes du « dehors ». Beaucoup avaient travaillé à Han-yang où se trouvait la plus grande entreprise sidérurgique (propriété japonaise) de la Chine, et quelques-uns avaient été dans les arsenaux du Kouomintang. Je rencontrai des jeunes maîtres mécaniciens de Changhaï et un ajusteur spécialiste qui me montra d'excellents certificats des grosses firmes britanniques et américaines Jardine, Matheson & Co, Anderson Meyer & Co, et Shanghai Power Company. Un autre avait été contremaître dans un atelier de mécanique à Changhaï. Il y avait

aussi des mécaniciens de Tientsin, de Canton et de Pékin, et quelques-uns avaient fait la Longue Marche avec l'Armée rouge.

J'appris que des cent quatorze mécaniciens et apprentis, vingt seulement étaient mariés. Ces derniers avaient leurs femmes auprès d'eux à Wou-k'i-tchen soit comme ouvrières d'usine, soit comme employées du Parti. Au syndicat de l'arsenal, qui représentait les ouvriers les plus qualifiés des districts rouges, il y avait un fort pourcentage de membres du Parti. Plus de 80% appartenaient au Parti ou à la Lique des Jeunes Communistes.

Outre l'arsenal, il y avait à Wou-k'i-tchen des manufactures de tissus et d'uniformes, une fabrique de chaussures, une fabrique de bas et une pharmacie dispensaire, avec un médecin de service. C'était un jeune homme qui venait de terminer ses études dans une école de médecine du Chansi, et sa jeune et jolie femme travaillait avec lui comme infirmière. Tous deux s'étaient joints aux Rouges pendant l'expédition au Chansi de l'hiver précédent. Tout près se trouvait un hôpital où trois médecins de service soignaient principalement des soldats blessés, et il y avait un cabinet de radio, un laboratoire rudimentaire, une coopérative, ainsi que le dépôt de ravitaillement de l'armée.

(à suivre)

(1) Jeune communiste chargé par le Commissariat aux Affaires Etrangères d'accompagner E. Snow au front.

INTERNATIONAL

MOSCOU LE CONGRES S'ENDORT



Berlinguer au congrès à Moscou : Rapports orageux, un même point de vue bourgeois.

LE RAPPORT SUR LE PLAN : ÉCONOMIE DE GUERRE

Le rapport économique présenté par Kossyguine au XXV congrès du parti « communiste » soviétique est uniquement venu confirmer les décisions déjà prises. D'ailleurs, un fauteuil était vide : Brejnev n'avait même pas pris la peine de se déplacer. Est-ce qu'il ne voudrait pas s'être associé aussi publiquement à une orientation qui sera nécessairement impopulaire ? Qu'on en juge plutôt.

Tout d'abord, le rapporteur a reconnu la gabegie régnante : « mise au point des projets qui traînent », « capacités

de production mises en service entre 60 et 80 % », « bas rendement de certains établissements scientifiques ». Naturellement, il ne fallait pas attendre de lui qu'il en avoue la cause : le fait que l'économie n'est pas entre les mains du peuple, et ne sert pas ses intérêts.

Pourtant, il a dû aussi reconnaître que « l'industrie légère, et les autres branches dont dépend pour l'essentiel la production des biens de consommations ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. » Fait constaté chaque jour par les travailleurs so-

viétiques : pendant que l'industrie lourde, dont dépend l'armement, fonctionne à plein rendement, ces autres branches ne cessent de prendre du retard. Y portera-t-on remède ? Ce serait naïveté de le croire : dans une autre partie de son rapport, Kossyguine annonce que les rythmes de croissance prévus pour le secteur léger seront à peine plus de la moitié de ceux prévus pour le secteur lourd. L'URSS continuera à fabriquer des fusées et des tanks, pendant que les masses se serreront la ceinture.

Brejnev-Berlinguer : UN PARTOUT

Avant de quitter l'URSS pour regagner l'Italie, Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti « communiste » italien, a rencontré Brejnev : privilège qu'il a partagé avec le seul Cunhal, du P.C. portugais, dont on connaît l'allégeance à Moscou. Voilà une indication intéressante sur la façon dont le Kremlin comprend ses relations avec les partis révisionnistes d'occident.

Ou bien, comme au Portugal, ils se montrent « fidèles », et alors, tout va pour le mieux. Ou au contraire, comme en Italie, et depuis peu en France, ils ruent dans les brancards. L'attitude consiste dans ce cas, tout en multipliant les pressions contre eux, en dénonçant leur « révisionnisme », à tenir malgré tout compte de cette réalité. Quel que soit leur degré d'indépendance, on compte en effet, à Moscou, que ces partis, s'ils venaient au pouvoir, seraient les mieux placés pour infléchir en faveur de l'Union Soviétique la politique extérieure : les déclarations « de principe » sont ainsi ramenées à leur juste proportion de vaines menaces.

La déclaration commune publiée à l'issue de la rencontre le confirme pleinement : Berlinguer a accepté qu'on n'y parle pas de « marxisme-léninisme » : on sait qu'il entend par là la soumission à l'Union Soviétique, qu'il aurait bien voulu voir le P.C. affirmé. En définitive, seuls comptent pour les deux partisans les services qu'ils peuvent se rendre mutuellement, dans leurs entreprises respectives de nouveaux bourgeois.

Pays Basque

KARTZELAK, ORGANISATION D'UNITÉ POPULAIRE

En Euzkadi (Pays Basque), des grèves importantes se déroulent depuis une quinzaine de jours, sur la question du renouvellement des conventions collectives. La grève touche les secteurs de la Métaallurgie, de la petite mécanique, les travailleurs hospitaliers. A l'heure actuelle, plusieurs usines du trust Michelin à Lasarte (Guipuzcoa) et Valladolid dont en lutte. Les Hauts-Fourneaux de Biscaye sont en grève.

Par ailleurs, un organisme unitaire, Kartzelak, s'est mis en place pour lutter contre la répression.

Kartzelak s'occupe de tous les problèmes concernant les prisonniers politiques, les exilés et leurs familles. Il regroupe

autour de lui tous ceux qui sont victimes des représailles fascistes et participe aux luttes pour l'amnistie. Il centralise les informations sur la répression. La principale base d'appui de Kartzelak, ce sont les familles des prisonniers politiques. Dans chaque quartier ou village ; elles jouissent de la sympathie du peuple, sont connus de lui, c'est vers elles que se tournent ceux qui cherchent des informations sur la répression. Qui, mieux qu'elles, connaît le prêtre, le commerçant, l'avocat prêt à faire quelque chose pour lutter contre la répression ? Elles

sont comme un noyau autour duquel se crée une unité populaire. C'est sur la base d'un premier travail et d'amples discussions avec les familles que s'est précisé le rôle de Kartzelak :

- détecter les problèmes et les besoins concrets, organiser la solidarité matérielle et politique. A l'heure actuelle, la pratique des mises en liberté provisoire, moyennant de fortes cautions rendent ce problème encore plus aigu,
- servir de véhicule pour une information objective sur tous les faits de répression dans les prisons mêmes et au niveau du peuple,
- relier ce travail à la lutte des autres peuples d'Espagne pour la liberté de tous les prisonniers politiques et le retour des exilés, et dans le cadre plus général de la lutte pour la liberté d'Euzkadi,
- Kartzelak, qui a débuté en Guipuzcoa tend à être un organisme d'unité d'action au niveau de tout Euzkadi. L'organisation patriotique ETA joue un rôle actif dans Kartzelak.

Palestine : Israël veut renforcer son occupation

La région de Galilée, à proximité de la frontière libanaise, est occupée depuis 1948 par les sionistes. Depuis 1948, malgré toutes les brimades, la répression dont ils ont été l'objet, les habitants arabes de cette région s'accrochent à leurs terres. Les colons sionistes y sont aujourd'hui encore, près de trente ans après, extrêmement minoritaires.

que l'Etat d'Israël entend désormais mettre fin. Le gouvernement vient en effet de décider de réquisitionner 2 000 hectares de terre, de les voler à leurs occupants arabes. Objectif ouvertement proclamé : il faut « judaïser la Galilée ». Prétextes invoqués : il paraît que cela devrait permettre le développement économique de la région.

Aussi, en Palestine, le temps est bien passé où

de telles opérations pouvaient s'effectuer « sans bruit ». Déjà, les représentants de la population ont protesté. On peut penser qu'un nouveau front de lutte va s'ouvrir, dans ces territoires occupés depuis 1948, et que les grandes puissances entendent voir rester sous occupation israélienne, au mépris des intérêts, de la volonté et de la résistance des Palestiniens dont c'est la véritable patrie.

C'est à cette situation

le quotidien du peuple

En bref

L'Afrique affirme le droit des Sahraouis à l'autodétermination

Le conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine a achevé sa session à Addis-Abebba sans se prononcer définitivement sur l'entrée au sein de cette organisation de la République Arabe Démocratique Sahraouie, laissant à chacun des pays membres la possibilité de la reconnaître. Toutefois, dix-sept pays membres avaient voté pour l'admission de la République au sein de l'OUA. Rendant compte de cette décision, le secrétaire général adjoint de l'OUA, Peter Onu, a souligné que pour le conseil, le peuple sahraoui avait droit à l'autodétermination, et qu'il avait exercé ce droit en proclamant son indépendance.

ONU : « La SWAPO est le représentant authentique du peuple namibien »

De passage à Lusaka, Sean Mac Bride, commissaire de l'ONU pour la Namibie, a déclaré que l'Afrique du Sud « occupe illégalement » ce territoire, et qu'elle doit engager rapidement des négociations avec la SWAPO (Organisation Populaire du Sud-Ouest Africain), dont les militants luttent contre les troupes d'occupation sud-africaines. Pour M. Mac Bride, la SWAPO est le « représentant authentique du peuple de Namibie ».

Dans le même temps, Neto, président du MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola) se déclarait prêt à « étendre son action pour libérer d'autres pays, comme la Namibie et la Rhodésie ».

LE DOIGT SUR LA « DÉTENTE »

Ford part en campagne

La « détente » URSS/USA connaît de nouveaux épisodes. A la veille d'affronter dans les primaires son rival Reagan, qui fait campagne sur le thème : « La détente ne profite qu'aux Russes », Ford a déclaré : « La détente n'est qu'un mot qu'on a forgé. Je ne m'en sers plus. Je pense qu'il faut dire que les Etats Unis rencontreront les grandes puissances - URSS, Chine et d'autres - et s'efforceront de réduire les tensions afin de pouvoir poursuivre une politique de paix par la force ». « Si nous sommes forts sur le plan militaire, ce qui est le cas, et si nous le restons, nous pouvons négocier pour préserver cette paix ».

Curieuse façon de noyer le poisson : certes, la « détente » est aujourd'hui, de plus en plus, un mot derrière lequel l'URSS s'abrite pour mener sa politique d'expansion et d'agression. Mais que vient faire la Chine là-dedans, elle qui n'a aucun soldat au-delà de ses frontières, et qui ne menace personne ?

Espions

On dispose enfin de l'explication des radiations nuisibles pour la santé du personnel qui bombardaient l'ambassade US à Moscou. Elles provenaient d'installations soviétiques, installées à proximité de l'ambassade US, destinées à brouiller le centre d'écoutes installé sur le toit de l'ambassade. Ce centre permettait de capter les conversations par liaisons radio des principaux responsables du Kremlin, lorsqu'ils se déplaçaient en voiture. Il y a un an à peu près, l'ambassade US avait ainsi pu capter une discussion sur les mérites respectifs des maîtresses de certains dirigeants qui revenaient de parties de plaisir.

Tueurs à gages

La CIA, aujourd'hui très largement discréditée, trouve encore aux USA quelques défenseurs. Un journal yankee affirme que Kennedy serait tombé sous les balles des tueurs à gages de Fidel Castro. Castro n'est pas un ange, on l'a vu récemment. Mais, en l'occurrence, il s'agit uniquement de justifier les cinq tentatives d'assassinat du leader cubain par cette même CIA.

RECTIFICATIF

Une erreur nous a fait écrire dans l'article d'hier sur « La République Arabe Démocratique Sahraouie et l'OUA », que les impérialismes français et américain continuaient de soutenir les « agresseurs marocains et algériens » du peuple sahraoui. Il fallait évidemment lire « les agresseurs marocains et mauritaniens ». La République Démocratique et Populaire d'Algérie n'a mené aucun effort pour apporter un soutien militant au peuple sahraoui et à son représentant, le Front POLISARIO.

Camille NOËL